



## L'avantage de la pêche et de l'aquaculture

Faire progresser la sécurité alimentaire,  
la nutrition, les revenus et l'autonomisation



**FIDA**

Investir dans les populations rurales



# L'avantage de la pêche et de l'aquaculture

**Faire progresser la sécurité  
alimentaire, la nutrition, les revenus  
et l'autonomisation**



Investir dans les populations rurales

## Remerciements

La présente étude a été établie par le Département de la stratégie et des savoirs à partir de documents de projets et de référence ainsi que d'observations recueillies lors de visites au Brésil, au Cameroun, en Érythrée, en Inde et au Mozambique.

Élaboré par Soma Chakrabarti, consultante indépendante.

Auteur: Richard Abila, spécialiste technique supérieur (monde) – pêche et aquaculture.

Revu en interne par Hamid Abdouli, chargé de programme de pays (Djibouti); Han Ulac Demirag, directeur de pays (Érythrée); Bernard Hien, nouveau chargé de programme de pays (Cameroun); Elena Mangiafico, spécialiste de la gestion des savoirs (Division environnement, climat, genre et inclusion sociale [ECG]); Robson Mutandi, directeur de pays (Mozambique); Rasha Omar, chargée de programme de pays (Inde); Eric Patrick, spécialiste de l'adaptation aux changements climatiques (ECG); Claus Reiner, chargé de programme de pays (Brésil); Nicolas Tremblay, spécialiste régional climat et environnement (Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe).

Rahul Antao et Flora Sonkin (ECG), Alessandra Pani (Division production durable, marchés et institutions) et Meala Tesfamichael (consultante en appui à la liaison et gestion des savoirs) ont apporté des contributions.

© 2019 Fonds international de développement agricole (FIDA).

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA. Les appellations qui y sont utilisées et la présentation des données qui y figurent ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

Tous droits réservés.

Photo de couverture: ©FIDA/Roger Arnold

ISBN 978-92-9072-992-1

Imprimé en mars 2020

# Table des matières

Introduction	4
Principaux défis	5
Appui apporté par le FIDA à la pêche et à l'aquaculture	8
Études de cas	20
Brésil: faire progresser la nutrition et les résultats économiques	22
Cameroun: offrir un avenir aux jeunes grâce à l'aquaculture	26
Djibouti: nouer des partenariats pour promouvoir des pratiques de pêche durables	29
Érythrée: offrir plus de perspectives aux jeunes et aux femmes	33
Inde: récifs artificiels et innovation en matière d'assurance	37
Enseignements tirés de l'expérience et poursuite de l'action du FIDA dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture	41
Annexe 1. Références et documents consultés	43

## Encadrés

Encadré 1. Résultats, sur le plan social, économique et environnemental, visés par le FIDA dans le cadre de ses interventions dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture	9
Encadré 2. Un système de petits bassins piscicoles permet aux pauvres d'améliorer leurs revenus et leur nutrition et favorise l'autonomisation des femmes	10
Encadré 3. Filière poisson et enjeux nutritionnels en Indonésie	13
Encadré 4. Moyens d'existence écologiquement et économiquement viables en Indonésie	17

## Tableaux

Tableau 1. Effets des changements climatiques sur la pêche et l'aquaculture	7
Tableau 2. Principaux thèmes abordés dans les études de cas	21

## Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
ECG	Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FReMP	Programme de gestion des ressources halieutiques
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme alimentaire mondial
PEID	Petit État insulaire en développement
PPEA	Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole



©FIDA/Rahul Antao

## Introduction

Dans ce rapport sont présentés certains des résultats obtenus dans le cadre des investissements en matière de pêche et d'aquaculture appuyés par le Fonds international de développement agricole (FIDA), dont les projets dans ce domaine sont de plus en plus nombreux, ainsi que les enseignements qui en ont été tirés. On trouvera dans l'introduction un résumé des principaux enjeux et un aperçu des interventions appuyées par le FIDA ainsi que des résultats obtenus auprès de petits exploitants de pays en développement. Dans la droite ligne des efforts du FIDA visant à articuler et à renforcer les grands thèmes transversaux que sont le climat et l'environnement, la nutrition, le genre, les jeunes et les peuples autochtones, toutes ces questions sont abordées dans l'introduction. Plusieurs témoignages viennent illustrer les retombées que les projets soutenus par le FIDA dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ont eues sur les petits exploitants, et cinq études de cas issues de projets en cours (Brésil, Cameroun, Djibouti, Érythrée et Inde) fournissent des exemples concrets de la façon dont le FIDA aide ces petits producteurs. La dernière partie porte sur les enseignements tirés de l'expérience du Fonds dans ce domaine et sur les perspectives pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA et au-delà.

### **L'importance de la pêche et de l'aquaculture**

La pêche, ou pêche de capture, et l'aquaculture sont des sources vitales de nourriture, de nutriments et d'emplois pour des millions de personnes, dont beaucoup parviennent difficilement à en tirer des moyens d'existence décents. La production halieutique et aquacole ayant considérablement augmenté, en particulier ces 20 dernières années, il est devenu plus facile d'avoir des apports alimentaires nutritifs et diversifiés. Source précieuse de nutriments et de micronutriments essentiels pour des régimes sains et variés, les produits de la pêche et de l'aquaculture sont indispensables pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Par ailleurs, le poisson joue un rôle d'autant plus important dans les pays à faible revenu qu'il contient la plupart des vitamines et des minéraux nécessaires pour combler certaines des carences les plus graves et les plus répandues.

En 2015, le poisson représentait environ 17% des protéines animales consommées à l'échelle mondiale et, pour quelque 3,2 milliards de personnes, près de 20% des apports moyens en protéines animales. Le fait de consommer du poisson, même en petite quantité, peut avoir des effets positifs significatifs sur l'état nutritionnel des consommateurs pauvres partout dans le monde. L'aquaculture fournit à présent environ la moitié du poisson destiné à la consommation humaine directe, et la production aquacole devrait encore augmenter. Toutefois, la pêche de capture demeure essentielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pauvres et reste bien souvent leur principale source de poisson (Belton et Haraksingh Thilsted, 2018). Depuis 1961, la croissance annuelle mondiale de la consommation de poisson a été deux fois plus rapide que celle de la population, ce qui montre que le secteur joue un rôle vital dans la lutte contre la faim et la malnutrition (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2018a).

La pêche et l'aquaculture représentent aussi une source de revenus pour des millions de personnes à travers le monde, puisque entre 10% et 12% de la population mondiale en tirent leur subsistance (FAO, 2018b). En 2016, quelque 59,6 millions de personnes travaillaient dans le secteur primaire de la pêche de capture et de l'aquaculture, dont près de 14% de femmes, selon les estimations (FAO, 2018a).

## Principaux défis

En dépit de son potentiel indiscutable, ce secteur fait face à des défis d'ampleur. Si la production aquacole se développe rapidement à l'échelle mondiale, en particulier en Asie et en Afrique, nombre de pêcheries sont en grand danger du fait des pressions anthropiques, notamment la surexploitation, la pollution et la modification des habitats. Les changements climatiques viennent aggraver ces contraintes, ce qui pose de graves problèmes et limite les possibilités de subsistance. En effet, ces changements transforment le contexte dans lequel vivent et travaillent les pêcheurs et aquaculteurs et font peser une grave menace sur leurs moyens d'existence et sur les écosystèmes, en particulier les coraux, qui les font vivre. Pendant des milliers d'années, les pêcheurs et les aquaculteurs ont pu compter sur les savoirs autochtones et les observations historiques pour gérer la variabilité saisonnière et climatique mais, de nos jours, le climat évolue de façon toujours plus rapide et intense, prenant de vitesse l'aptitude des systèmes humains et aquatiques à s'adapter. Dans de nombreux cas, ce sont les communautés les plus démunies des pays les plus pauvres qui ont le plus à souffrir de ces changements.

Les pêcheries dépendent de la santé et de la productivité naturelle des écosystèmes. Elles sont vulnérables face aux modifications physiques et chimiques (température, salinité, acidité), ainsi qu'à l'évolution des niveaux et des flux d'eau (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2007; FAO, 2008). L'aquaculture artisanale, telle que la pratiquent les populations rurales pauvres des pays en développement, est également fortement tributaire des services fournis par les écosystèmes pour ce qui est des aliments, des semences et de l'approvisionnement en eau propre en quantité suffisante, et elle est souvent exposée à des phénomènes météorologiques extrêmes, dont la fréquence augmente depuis quelques années (GIEC, 2007). On trouvera dans le tableau 1 un récapitulatif des répercussions que les changements climatiques ont sur la pêche et l'aquaculture.

Les artisans pêcheurs font face à de nombreuses autres difficultés. Ainsi, les pratiques coutumières d'allocation et de partage des avantages liés aux ressources, parfois en place depuis des générations, ont dû s'adapter aux systèmes de gestion des pêches, qui sont non participatifs et souvent centralisés, à l'évolution rapide des technologies et à l'évolution démographique. Les communautés vivant de la pêche artisanale sont aussi victimes de rapports de force déséquilibrés. En effet, il arrive souvent que des conflits éclatent avec les acteurs de la pêche industrielle. Par ailleurs, les interdépendances et la concurrence s'intensifient entre les artisans pêcheurs et les autres secteurs, notamment le tourisme, l'aquaculture, l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie et le développement des infrastructures, qui ont souvent plus d'influence sur le plan politique et économique. En outre, les

communautés vivant de la pêche artisanale sont souvent implantées dans des zones reculées et n'ont généralement qu'un accès limité ou difficile aux marchés ainsi qu'aux soins de santé, à l'éducation et aux autres services sociaux. Elles se caractérisent également par leur faible niveau d'instruction, leur état de santé médiocre et l'insuffisance de leurs structures d'organisation (FAO, 2015). Selon le FIDA, l'accès restreint aux ressources, aux techniques et aux compétences en matière de transformation et de commercialisation empêche les artisans pêcheurs de tirer pleinement parti du potentiel du secteur pour améliorer leurs conditions de vie. Sans un appui en faveur de solutions plus durables, les pêcheurs se tournent vers des pratiques destructives telles que la pêche à l'explosif.

La quantité phénoménale de déchets, notamment plastiques, qui se retrouvent dans les océans pose un autre problème de taille. On estime que 8 millions de tonnes de plastique finissent chaque année dans la mer (Jambeck *et al.*, 2015) et qu'environ 5 000 milliards de débris plastiques y sont disséminés (Eriksen *et al.*, 2014). Ces déchets sont ingérés par les poissons, puis par les hommes, ce qui nuit à la santé humaine.

### **Inégalités au détriment des femmes et des jeunes dans la pêche et l'aquaculture**

Les hommes et les femmes travaillant dans ce secteur se consacrent généralement à des activités différentes, fortement déterminées par le contexte social, culturel et économique. Dans la plupart des régions, la capture du poisson est l'apanage des hommes. Les équipages des bateaux qui pêchent au large ou en eaux profondes sont souvent composés d'hommes, tandis que, dans les communautés côtières vivant de la pêche artisanale, les femmes gèrent de plus petits bateaux. Ces dernières sont principalement chargées des tâches réalisées à terre, telles que la fabrication et la réparation de filets, la préparation et la commercialisation des prises, et la fourniture de services aux bateaux, qui requièrent du temps et des compétences. En Afrique de l'Ouest et en Asie, on estime que 60% des produits de la mer sont commercialisés par des femmes. Dans de nombreuses parties du monde, ces dernières pratiquent beaucoup la pêche à pied, une activité souvent peu, voire pas reconnue (FAO, 2016). Des campagnes telles que "Le genre et l'océan", thème de la Journée mondiale de l'océan en 2019, et des manifestations comme la Conférence internationale des femmes dans la pêche, tenue en 2018<sup>1</sup>, contribuent à mettre en lumière la contribution des femmes dans ce secteur. Par ailleurs, les organismes des Nations Unies, dont la FAO, promeuvent activement les directives sur la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes.

Moins de documents ont été publiés sur la participation des jeunes dans ce secteur. Toutefois, tout le monde s'accorde à dire que la diminution des prises, la nature physique du travail, l'absence de perspectives en matière de développement des capacités et le fait qu'il soit difficile d'obtenir des revenus décents dissuadent de nombreux jeunes de se lancer (Erina, n.d.). La situation des jeunes femmes est particulièrement difficile, car les obstacles à leur participation (comme leur accès limité aux intrants) sont plus nombreux.

---

1 Voir: <https://unworldoceansday.org/fr/node/441>.



**Tableau 1. Effets des changements climatiques sur la pêche et l'aquaculture**

Phénomène climatique	Effets sur la pêche et l'aquaculture
<p><b>Réchauffement des océans et des autres masses d'eau</b></p>	<p>Effets sur la productivité, avec un accroissement global de la production halieutique à l'échelle mondiale, mais une diminution pouvant atteindre 40% sous les tropiques, les poissons devant se réfugier dans des eaux moins chaudes. Extinctions localisées lorsque les poissons ne peuvent migrer, par exemple dans les lacs. Modification des schémas migratoires des poissons, dont les artisans pêcheurs subissent les répercussions puisqu'ils ne possèdent pas d'embarcations qui permettraient de s'y adapter. Stratification thermique des lacs d'eau douce, en particulier sous les tropiques, perturbant le recyclage des éléments nutritifs et la productivité de la pêche. Une eau plus chaude favorise la propagation des maladies, réduit la quantité d'oxygène et aggrave le risque de prolifération d'algues toxiques et d'hécatombe de poissons, ce qui entraîne la destruction de la production aquacole. Destruction généralisée des récifs coralliens ainsi que des écosystèmes et des pêches qui leur sont associés sous l'effet de la hausse des températures, et phénomènes de "blanchissement" des coraux plus fréquents. Pour certaines espèces d'élevage, le réchauffement peut éventuellement entraîner une croissance plus rapide, une amélioration de l'indice de conversion et un allongement de la période de croissance.</p>
<p><b>Élévation du niveau de la mer</b></p>	<p>Inondations et multiplication des dégâts provoqués par les crues et les tempêtes dans les méga-deltas, les petits États insulaires en développement et les plaines côtières. Dégâts causés aux zones humides, aux mangroves et aux frayères et habitats halieutiques du littoral, et accélération de l'érosion côtière. Augmentation de la salinité des eaux souterraines, hausse du niveau des nappes phréatiques et problèmes de drainage en raison des intrusions salines, ce qui nuit à l'agriculture mais entraîne une augmentation des surfaces disponibles pour l'aquaculture en eau saumâtre.</p>
<p><b>Acidification des océans</b></p>	<p>Menace systémique majeure résultant de l'absorption de dioxyde de carbone, qui peut être irréversible à horizon de moins d'un millénaire. Conduit directement à la destruction des récifs coralliens, réduit la productivité des mollusques et crustacés et du zooplancton, incapables de fabriquer une coquille dure, et entraîne des répercussions sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Des répercussions sur les poissons sont également à craindre, mais celles-ci ne sont pas parfaitement connues et expliquées.</p>
<p><b>Changement des régimes de précipitations et des taux d'évaporation</b></p>	<p>Entraîne une évolution du ruissellement, des niveaux d'eau, de la quantité et de la qualité des ressources en eau disponibles et des mécanismes de sédimentation dans les masses d'eau continentales et côtières. Modifie les risques d'inondation, le stress hydrique et les sécheresses, et bouleverse les écosystèmes et les habitats ainsi que la productivité de la pêche dans les habitats concernés.</p>
<p><b>Multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes (fréquence, localisation et saisons)</b></p>	<p>Augmentation des dégâts et des destructions d'actifs et d'écosystèmes tels que les récifs coralliens et les mangroves, et perte de possibilités d'activités rémunératrices du fait des tempêtes. Souvent, les artisans pêcheurs et les petits aquaculteurs vivant dans des régions reculées ne peuvent pas prendre connaissance des prévisions météorologiques, ne disposent pas d'infrastructures permettant de protéger les bateaux et les autres actifs et ne sont pas assurés. La dégradation des écosystèmes touche les frayères et les zones d'alimentation, et réduit la protection du littoral. Le matériel d'aquaculture est endommagé et des cultures sont détruites. Les fuites de poissons aggravent le risque de propagation de maladies et d'infestation parasitaire du stock naturel et ont des répercussions sur la biodiversité.</p>

Source: FIDA, 2015.

## Appui apporté par le FIDA à la pêche et à l'aquaculture

Entre 1979 et 2017, le FIDA a apporté son soutien à plus d'une centaine de projets mis en œuvre dans le secteur des ressources aquatiques ou côtières dans au moins 36 de ses États membres. Il a contribué à hauteur de 46,2% du coût total de ces projets, qui s'est établi à 3,37 milliards d'USD, ce qui représente 8,1% du montant total de tous les prêts et dons approuvés pour la période considérée (FIDA, 2018a). Les interventions du FIDA ont toujours été guidées par la volonté de faire reculer la faim et la malnutrition et d'assurer aux populations rurales pauvres des moyens d'existence. Aujourd'hui, cette action s'inscrit dans le droit fil de l'objectif de développement durable (ODD) 2 (faim "zéro"), en particulier de la cible 2.3, définie comme suit: *"D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles."* Plus récemment, les préoccupations liées à l'environnement et aux changements climatiques ont pris une plus grande ampleur, et des investissements ont été faits en faveur de la réalisation des ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)<sup>2</sup> et 14 (vie aquatique)<sup>3</sup>. On trouvera dans l'encadré 1 des informations sur les principaux résultats que le FIDA cherche à obtenir en matière sociale, économique et environnementale en investissant dans la pêche et l'aquaculture.

La plupart du temps, l'appui apporté par le FIDA dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'inscrit dans une démarche plus large et intégrée visant à promouvoir des pratiques agricoles et d'élevage qui soient écologiques et inclusives. Par exemple, la production alimentaire familiale intégrée, qui consiste à associer potagers, vergers, petits bassins piscicoles et élevage de basse-cour, est un moyen tenant compte des enjeux nutritionnels qui permet aux familles pauvres de produire, sous le contrôle des femmes, les aliments dont elles ont besoin. Cette méthode permet d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à des aliments frais, nutritifs et variés, produits localement et demandant relativement peu de ressources humaines, financières et productives. Dans ce type de système, les bassins piscicoles fournissent de l'eau et une boue riche en nutriments pour le potager; les déchets du potager et de la maison servent à nourrir le bétail et les poissons; le fumier enrichit le potager et les petites plantes aquatiques dont se nourrissent les poissons (FIDA, 2015a). L'encadré 2 contient des informations sur la façon dont un tel système a été mis en place au Bangladesh.

D'autres projets financés par le FIDA sont axés sur le secteur halieutique et aquacole, comme le Projet d'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture, mis en œuvre en Angola. Ce projet promeut une gouvernance des pêches à plus long terme afin de remédier au problème de la surexploitation liée aux pratiques de pêche néfastes, à l'utilisation d'engins destructifs et à la pression croissante exercée par l'homme. Exécuté dans une zone comprenant de nombreux lacs, le projet a pour objectif de réduire la pauvreté des ménages des communautés cibles qui pratiquent la petite pisciculture et la pêche artisanale en eaux intérieures. Il permettra de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition de ces ménages tout en apportant une réponse au problème des changements climatiques, dont pâtit le secteur. Le projet cible 15 000 personnes, dont environ 10 000 pêcheurs et 5 000 transformateurs et petits commerçants. Il vise à: i) renforcer les capacités institutionnelles (autorités nationales, provinciales et locales et services de vulgarisation); ii) améliorer la participation des communautés au développement économique et, plus largement, au développement local; iii) augmenter la quantité et la qualité des poissons produits et vendus de façon durable; iv) améliorer les infrastructures liées aux marchés.

---

2 En particulier la cible 13.1 ("renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat").

3 En particulier les cibles visant à garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés (à noter que le FIDA appuie également les mesures liées à l'eau douce) et à améliorer les avantages économiques que les populations rurales pauvres tirent de l'exploitation durable des ressources marines, y compris dans le cadre d'une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme.

### Encadré 1. Résultats, sur le plan social, économique et environnemental, visés par le FIDA dans le cadre de ses interventions dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture

Lorsqu'il investit dans la pêche et l'aquaculture, le FIDA cherche à obtenir les résultats suivants:

- Accroître la production alimentaire (ODD 2)
- Améliorer la nutrition des communautés vivant de la pêche et de l'aquaculture, des communautés environnantes et, par extension, de l'ensemble de la population nationale (ODD 2)
- Faire progresser les revenus et l'emploi, notamment des jeunes et des femmes (ODD 1)
- Améliorer l'état de santé et la qualité de vie des communautés de pêcheurs
- Accroître les échanges au niveau national et les exportations de produits de la pêche et de l'aquaculture
- Limiter la migration des jeunes pêcheurs vers les zones urbaines
- Favoriser l'accès aux services financiers des artisans pêcheurs et des petits pisciculteurs (ODD 1 et 2)
- Préserver et renforcer les habitats importants pour le repeuplement des stocks de poisson, comme les mangroves et les récifs coralliens (ODD 13 et 14)
- Améliorer l'accès aux connaissances et aux techniques de pêche et d'aquaculture durables (ODD 14)
- Renforcer les politiques relatives à la gestion des ressources halieutiques ainsi qu'aux droits de possession et d'accès des populations locales, et les institutions connexes (ODD 14)
- Renforcer la résilience des communautés côtières face aux changements climatiques et aux autres chocs en tenant compte, à l'heure de concevoir de nouveaux projets liés à la pêche et à l'aquaculture, des effets desdits changements (ODD 13)

Depuis 2004, le FIDA a investi, sous forme de dons, dans 17 projets à travers le monde en vue d'appuyer de différentes façons le développement de la pêche et de l'aquaculture. Certains de ces projets visent à favoriser la nutrition et la mise en place de systèmes alimentaires durables au travers des filières agricoles et halieutiques locales (îles du Pacifique), d'autres à améliorer le socle technologique de l'aquaculture pour rendre cette pratique durable (portée mondiale) et d'autres encore à intégrer les jeunes ruraux aux filières volaille et aquaculture (Mali). Un don visant à promouvoir les technologies aquacoles climatiquement rationnelles et à renforcer les capacités connexes a récemment été approuvé en faveur de l'Égypte, l'Érythrée et l'Éthiopie. Ce projet vise à améliorer les connaissances relatives aux compétences techniques, aux technologies et aux bonnes pratiques afin de permettre aux programmes du FIDA de faire face plus efficacement aux défis liés aux changements climatiques et au manque d'eau. Ce don permettra de favoriser la recherche adaptative et le transfert de technologies et de mettre à l'essai des techniques d'aquaculture et des bonnes pratiques tenant compte des questions climatiques. Il facilitera également le renforcement des capacités techniques des organismes nationaux de recherche et de vulgarisation des pays cibles et conduira à l'élaboration et à la diffusion de supports de connaissances, l'objectif étant de promouvoir l'apprentissage et l'adoption des techniques et des bonnes pratiques par les exploitants.

## Encadré 2. Un système de petits bassins piscicoles permet aux pauvres d'améliorer leurs revenus et leur nutrition et favorise l'autonomisation des femmes

Le FIDA a octroyé un don de faible montant en faveur d'un projet intitulé "*Linking Fisheries and Nutrition: Promoting Innovative Fish Production Technologies in Ponds and Wetlands with Nutrient-Rich Small Fish Species in Bangladesh*" (Poisson et nutrition: promouvoir des techniques innovantes de production de petites espèces de poissons riches en nutriments dans des bassins et des terrains marécageux du Bangladesh), mis en œuvre par WorldFish (anciennement Centre international de gestion des ressources aquatiques biologiques). D'une durée de 32 mois, ce projet a été mené en collaboration avec les autorités en charge de la pêche et de la vulgarisation aux échelons national et local. Il a été achevé en mai 2013. Le don était destiné à des ménages pauvres pratiquant une agriculture paysanne et possédant de petits bassins ainsi qu'à des familles de pêcheurs du nord-ouest du Bangladesh et des *haor*, régions dans lesquelles étaient déjà mis en œuvre deux projets bénéficiant de prêts du FIDA, à savoir le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj et le Projet national d'appui aux techniques agricoles.

Les objectifs principaux étaient, d'une part, d'améliorer la nutrition des ménages en faisant progresser leur production et leur consommation de poissons riches en éléments nutritifs et, de l'autre, d'accroître les revenus des communautés concernées. Le riz constitue la base du régime alimentaire des Bangladais, les légumes et le poisson n'étant consommés qu'en petite quantité. Si le poisson est une source importante de vitamines, de minéraux et de protéines animales, il n'est pas introduit chez les enfants de plus de 6 mois au moment de la diversification. Les études montrent que les pauvres qui ne consomment pas régulièrement de petits poissons ont un apport en calcium considérablement réduit, car leur régime ne comprend pas d'autres aliments, comme le lait, pouvant combler ce manque.

Le premier volet du projet a consisté à produire des carpes et des *molas*, petits poissons riches en nutriments, dans de petits bassins familiaux gérés individuellement par les ménages à Rangpur et à Dinajpur, dans le nord-ouest du pays, pendant deux saisons complètes de production et de capture. Le second a consisté à augmenter la production de poissons élevés dans des terrains marécageux en améliorant les pratiques de gestion.

Le projet reposait sur une approche intégrée: la consommation de légumes (notamment de patates douces à chair orangée, riches en vitamine A) cultivés sur des levées de terre au bord des bassins et dans des jardins potagers était encouragée, et les bénéficiaires étaient fortement sensibilisés à l'importance de consommer plus de poissons et de légumes nutritifs et de diversifier leur alimentation. Dans ce cadre, des activités de formation en matière de nutrition, des démonstrations culinaires et des séances de formation des formateurs ont été organisées. Par ailleurs, des groupes de femmes locales ont été créés afin de diffuser ces connaissances. Les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés en tenant compte des questions de genre. Ainsi, le groupe cible était principalement constitué d'enfants et de femmes, en particulier de femmes enceintes et allaitantes et de mères d'enfants âgés de 6 à 24 mois.

À l'issue du projet, la production de petits poissons riches en nutriments avait considérablement progressé, et le nombre de petits bassins familiaux avait été multiplié par 3,5, ce qui a entraîné une augmentation de la consommation de poisson (tant en termes de fréquence que de quantité), notamment chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants, et favorisé un début de diversification dès 6 mois. La productivité accrue a aussi permis de faire progresser les revenus des ménages, qui ont en grande partie utilisé cet argent pour régler les dépenses alimentaires, scolaires et sanitaires. Le fait de former des femmes pour qu'elles puissent diffuser les connaissances ainsi acquises au niveau local s'est révélé efficace s'agissant de renforcer la production et la consommation d'aliments nutritifs, car cela a encouragé les ménages ne participant pas au projet à élever à leur tour des poissons dans de petits bassins et à cultiver des patates douces à chair orangée. Par ailleurs, cela a favorisé l'autonomisation des femmes, élevé leur statut social et facilité leur mobilité physique.

Source: FIDA, 2015a.

## Appui du FIDA face aux défis climatiques et environnementaux

En septembre 2017, 155 contributions déterminées au niveau national avaient été soumises au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques afin de lutter contre ces changements, dont 87 portant sur la pêche et l'aquaculture. Parmi celles-ci, 78 comportent des mesures d'adaptation<sup>4</sup>. Le FIDA est pleinement conscient de la nécessité de réduire au minimum les effets que la pêche et l'aquaculture ont sur l'environnement ainsi que les émissions de gaz à effet de serre produites par ces activités, et de renforcer la résilience des pêcheurs, des communautés côtières et des ressources naturelles dont ils dépendent. Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (FIDA, 2017) contiennent des directives visant, lors des interventions menées dans le secteur des pêches et de l'aquaculture, à minimiser les risques et à optimiser les avantages pour la planète et les populations rurales pauvres. Il y est notamment préconisé d'adopter des stratégies d'adaptation et d'atténuation applicables à la pêche de capture et à l'aquaculture ainsi que de renforcer les capacités des dispositifs nationaux de suivi. Par ailleurs, le FIDA a investi dans la recherche et dans des publications reposant sur les codes de conduite et directives volontaires de la FAO<sup>5</sup>, et il a établi des directives et des notes pratiques sur les méthodes de pêche et d'aquaculture responsables tenant compte de la question climatique (par exemple FIDA, 2014 et 2015).

Le Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtières, qui est mis en œuvre à Djibouti, est un bon exemple de l'action que mène le FIDA pour renforcer l'adaptation aux changements climatiques, atténuer leurs effets et répondre aux préoccupations environnementales qui touchent les populations tributaires de la pêche. La population locale est associée au programme, dans le cadre duquel un dispositif de gestion participative des ressources naturelles a été mis en place pour restaurer la mangrove et préserver les récifs coralliens, qui présentent une importance vitale pour les stocks de poisson et contribuent à atténuer les émissions de gaz à effet de serre<sup>6</sup>. Par ailleurs, du matériel fonctionnant aux énergies renouvelables, des fabriques de glace et des glacières et autres contenants isothermes ont été fournis aux acteurs de la filière halieutique, touchée par les changements climatiques, afin de les aider à mieux conserver les produits de la mer. Ces mesures devraient profiter aux pêcheurs et aux vendeurs, parmi lesquels on compte beaucoup de femmes.

Le FIDA cherche de nouvelles façons de sensibiliser l'opinion mondiale à la question des menaces que font peser les changements climatiques sur le poisson en tant qu'aliment pour des millions de ruraux vivant dans la pauvreté. Ainsi, la série "Recettes pour le changement", réalisée dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, met à l'honneur les plats traditionnellement cuisinés dans les pays bénéficiant d'un appui du Fonds mais menacés par les changements climatiques. Il a ainsi été fait appel à de grands chefs pour mettre en avant des recettes à base de poisson: poisson fumé accompagné d'une sauce au sésame et à l'oseille (Tchad), curry de poisson (Cambodge), vai ika (plat à base de thon et de feuilles de taro originaire des Tonga) ou encore soupe de silure à l'aigre-doux (Viet Nam). Les solutions mises en œuvre dans le cadre de l'ASAP incluent, comme au Viet Nam, des mesures visant à contrer l'augmentation de la salinité, qui nuit aux élevages de poisson gérés par les familles rurales pauvres, et des activités de recherche sur les espèces résistantes à la salinité.

Le FIDA est conscient qu'il importe d'adopter une stratégie intégrée de gestion des écosystèmes, car toute activité menée à terre a des effets directs sur les océans. Ainsi, les substances chimiques nocives qui sont utilisées de façon inappropriée pour fertiliser et protéger les cultures terrestres finissent par s'écouler dans les eaux côtières. Par conséquent, les pratiques agricoles non durables réduisent les possibilités qu'ont les

4 Source: <http://www.fao.org/webcast/home/fr/item/4781/icode/>.

5 À savoir principalement: i) le Code de conduite pour une pêche responsable; ii) les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté; iii) les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

6 Une étude commandée par le FIDA a montré que l'empreinte carbone du scénario "avec projet" était très faible, en grande partie grâce aux activités, même limitées, de reboisement de la mangrove. Voir FIDA, 2015b.

pêcheurs de diversifier leurs moyens d'existence. Les écosystèmes marins qui bordent par exemple les côtes des Comores, petit État insulaire en développement (PEID), sont vulnérables face à ce type de menaces. L'érosion des zones côtières et l'ensablement des lagons fragiles nuisent à la productivité aussi bien de l'agriculture que de la pêche. La diminution du couvert forestier accentue l'érosion des sols et entraîne une sédimentation en aval, ce qui contribue à la perte d'habitats côtiers et marins pourtant vitaux, comme les récifs coralliens, les prairies sous-marines et les mangroves. La pêche à l'explosif et la pêche à pied dans les récifs frangeants, dans le cadre de laquelle les pêcheurs cassent des coraux pour récolter mollusques et crustacés, sont des pratiques qui tuent d'innombrables coraux. Appuyé par le FIDA et le Fonds pour l'environnement mondial, le Projet de planification écologique intégrée et de gestion durable des terres dans les écosystèmes côtiers des Comores avait pour objectif de promouvoir une restauration écologique à long terme ainsi que des pratiques agricoles et halieutiques maîtrisées et durables. Il a contribué à la restauration de sites marins dégradés, à l'amélioration des pratiques de conservation des sols et de l'eau et à endiguer la disparition des récifs.

### **Contribution à une meilleure situation en matière de nutrition**

Comme indiqué plus haut, la contribution que la pêche et l'aquaculture pourraient apporter à la sécurité nutritionnelle est immense, et l'exemple du projet mis en place au Bangladesh montre qu'une production familiale intégrée incluant des petits bassins piscicoles peut donner de bons résultats. Aujourd'hui, pourtant, la majorité des projets financés par le FIDA visent à développer des filières qui contribuent à la "*transformation inclusive et durable du monde rural*" (FIDA, 2016), conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le FIDA est conscient qu'il faut bien veiller à ce que le développement des filières soit effectivement inclusif et profite aux ménages les plus pauvres, aux femmes et aux jeunes. Il collabore avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et les Gouvernements canadien et allemand pour trouver des angles d'attaque afin d'améliorer les résultats des différentes filières, y compris de la filière poisson, en matière de nutrition. Des recherches menées en Indonésie ont ainsi permis au Fonds d'élaborer des directives sur les chaînes de valeur et les enjeux nutritionnels (FIDA, 2018b). L'encadré 3 contient un résumé du Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants mené en Indonésie.

### **Promotion de l'émancipation des femmes et des jeunes grâce à la pêche et à l'aquaculture**


Le FIDA est déterminé à contribuer à la réalisation de l'ODD 5 (égalité entre les sexes), et ses investissements tiennent compte des directives de la FAO dans ce domaine. Ainsi, le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL), lancé en 2016 aux Philippines, vise à réduire la pauvreté dans les zones côtières ciblées en faisant progresser les revenus des ménages de pêcheurs, y compris en les aidant à diversifier leurs moyens d'existence et à adopter des modes de gestion durable des pêches et des ressources côtières. Le projet vise notamment à augmenter de 20%, d'ici à 2020, le nombre de femmes exerçant des activités génératrices de revenus au moyen d'un ensemble de mesures d'autonomisation<sup>7</sup>. De même, nombreux sont les investissements du FIDA qui ciblent les jeunes. C'est le cas du Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA) mené au Cameroun (voir étude de cas).

---

<sup>7</sup> Voir l'étude de cas dans la publication du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Alliance genre et eau (2019).

### Encadré 3. Filière poisson et enjeux nutritionnels en Indonésie

Situées dans la partie orientale de l'Indonésie, les provinces des Moluques et des Moluques du Nord se caractérisent par un niveau de malnutrition élevé. La monotonie des régimes alimentaires et l'insuffisance des calories, des micronutriments et des protéines ingérés posent problème sur le plan nutritionnel. Des études commandées par le FIDA montrent que le renforcement des filières banane, manioc, maïs, épinard, patate douce et poisson pourrait être rentable pour les petits exploitants et poser les bases d'un système alimentaire local solide et durable permettant de fournir les denrées nutritives nécessaires à une alimentation saine. Ces aliments ont été sélectionnés après un examen approfondi de leur qualité nutritionnelle (voir ci-après) et en tenant compte des aspects économiques, commerciaux, environnementaux et institutionnels ainsi que de la problématique femmes-hommes.

Aliment considéré	Valeur énergétique	Teneur en protéines	Micronutriments	Contribue à une plus grande diversité alimentaire	Disponibilité	Familiarité	Potentiel de transformation
Poisson 	Très faible	Très élevée	Vitamines A, B1, B6 et B12	Non	Facilement disponible	Aliment familier	Peut être transformé (mis en conserve, salé...)

La filière poisson a fait l'objet d'une analyse dont les résultats sont récapitulés ci-après.

#### Offre

- Plusieurs espèces de poisson frais sont disponibles, dont le thon, qui est pêché toute l'année mais pour lequel il n'existe pas de chaîne du froid
- Les prises d'anchois, entre autres, déclinent visiblement
- La pêche, en particulier au thon, est la principale occupation dans de nombreux villages côtiers et représente jusqu'à 50% des revenus
- Certains bateaux ne sont pas motorisés et ne peuvent donc pas sortir au large
- Les pêcheurs ont parfois des capacités limitées et n'ont pas les filets ou le matériel nécessaires pour pratiquer la pêche à l'anchois, entre autres
- La fédération de groupes de pêcheurs est en lien avec les acheteurs par l'intermédiaire d'une entreprise ayant une présence locale; les acheteurs ont des normes de qualité; les prix sont fixés par contrat
- Du poisson transformé est également disponible, y compris grâce à l'appui fourni dans le cadre du Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants
- Les villages à l'intérieur des terres ont accès à du poisson par l'intermédiaire de commerçants, mais les prix sont plus élevés et les quantités limitées pendant la saison des pluies

#### Demande

- Les ménages consomment principalement du *cakalang* et non du thon
- La demande est élevée; à l'intérieur des terres, il y a une demande de *momar* frais
- La consommation d'anchois a diminué, ce poisson étant moins disponible
- Les familles pauvres peuvent manger du poisson tous les jours

Enfin, on a également recensé les mesures pouvant être prises en matière d'offre et de demande (voir ci-après) et formulé des recommandations pour toutes les filières.

#### Poisson Offre



- Améliorer les bateaux de pêche de façon à ce qu'ils puissent être utilisés au large et à favoriser ainsi l'accès à des espèces plus nombreuses et variées
- Lutter contre la pollution des océans et préserver les écosystèmes grâce à des méthodes et un équipement respectueux de l'environnement, le but étant d'assurer la durabilité des prises

Sur le plan de la nutrition:

- Faire un meilleur usage des sous-produits et des déchets, par exemple pour fabriquer des aliments pour poisson et générer ainsi des revenus supplémentaires
- Mettre en place une chaîne du froid afin de réduire les pertes et le gaspillage et d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments

#### Demande

- Mettre au point plus de produits transformés (par exemple des en-cas destinés aux écoles, épiceries ou centres de santé) pour atteindre de nouveaux marchés

Sur le plan de la nutrition:

- Mieux faire connaître, dans le cadre de programmes locaux et nationaux, la valeur nutritionnelle du poisson (et d'autres aliments) et les façons de le préparer

Source: FIDA (2018).

## **Rôle de la pêche et de l'aquaculture dans le programme de transformation inclusive et durable du monde rural**

Aujourd'hui, la pêche et l'aquaculture contribuent grandement aux efforts du FIDA visant à faire de l'objectif de transformation inclusive et durable du monde rural une réalité. La stratégie du FIDA consiste à articuler de façon intégrée, dans le cadre de tous les projets et programmes qu'il soutient, tous ses grands thèmes transversaux (climat et environnement, nutrition, genre et jeunes), de façon à renforcer les synergies et à trouver un bon équilibre.

Récemment approuvé pour être mis en œuvre au Kenya, le Programme de développement de l'aquaculture fait partie d'une nouvelle génération de projets intégrant tous ces thèmes transversaux. L'agriculture paysanne et le petit élevage kényans subissent une pression croissante du fait de la raréfaction des terres productives et des effets néfastes des changements climatiques, en particulier sur les cultures pluviales, les pâturages et le bétail. La plupart des producteurs pratiquant une agriculture de subsistance en marge des marchés tentent donc d'adapter leurs systèmes d'exploitation mixtes afin de réduire le plus possible les risques, de tirer le meilleur parti de leurs maigres ressources et de gagner leur vie. Si l'économie nationale a progressé, une large part des ruraux continuent de vivre dans la pauvreté. Dans ce contexte économique en berne, l'aquaculture est considérée comme une stratégie de diversification essentielle.

D'un montant de 143,3 millions d'USD, le programme permettra à plus de 35 000 ménages ruraux de mieux manger et de mieux gagner leur vie en promouvant une production halieutique économiquement et écologiquement viable. L'expansion rapide et continue de l'aquaculture au Kenya offre une possibilité unique de réduire la pauvreté et la malnutrition en milieu rural et de renforcer la résilience des ménages pauvres face aux aléas climatiques. L'objectif principal est d'aider un grand nombre de petits exploitants à devenir des pisciculteurs rentables ou des prestataires de services d'appui au niveau des villages opérant dans une filière sûre et, ce faisant, de contribuer à améliorer le bien-être nutritionnel de communautés entières. Les investissements publics et privés dans la filière aquacole viendront compléter les initiatives locales visant à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle par l'éducation et un meilleur accès à des aliments nutritifs abordables. Une attention particulière sera accordée aux besoins en eau, à la qualité de l'eau et à la question de savoir quelles sont les zones agroécologiques les mieux adaptées aux techniques aquacoles climatiquement rationnelles. La priorité sera donnée aux techniques ayant un minimum de répercussions sur l'environnement, telles que les systèmes d'aquaculture à recyclage, qui utilisent des réservoirs alimentés en circuit fermé, où l'eau est réutilisée après avoir été traitée, et dans lesquels les poissons peuvent être élevés à forte densité dans des conditions environnementales contrôlées. Ce type de système permet d'économiser jusqu'à 99% d'eau et de limiter les déchets, le recours aux antibiotiques ou aux produits chimiques pour combattre les maladies, et les fuites de poissons et d'infections parasitaires.

La priorité a aussi été donnée à l'égalité des sexes: en effet, si les femmes participent à la plupart des étapes de la filière, ce sont les hommes qui récupèrent la plus grande part des bénéfices. Par ailleurs, en milieu rural, les jeunes font face à des taux de chômage très élevés. Le programme vise donc à ralentir l'émigration des jeunes en leur offrant la possibilité d'exercer des activités attractives et génératrices de revenus, et à faire en sorte que les femmes obtiennent des contrats justes.



## **Attention particulière accordée aux petits États insulaires en développement**

Les PEID constituent un groupe à part de pays divers faisant face à des difficultés particulières. Ils se caractérisent par leur petite taille, l'abondance de leurs ressources marines et leur isolement. Traditionnellement, les PEID sont fortement tributaires de la pêche, source importante d'aliments et de revenus, surtout pour les plus pauvres. Leur sécurité alimentaire et nutritionnelle est compromise par les grandes distances qui les séparent des grands marchés, à l'importation et à l'exportation, et par leur grande sensibilité aux chocs extérieurs, notamment la volatilité des prix des denrées alimentaires. Ces pays sont menacés par l'élévation du niveau de la mer, l'érosion des littoraux et la raréfaction des sources d'eau douce, qui découlent à la fois des changements climatiques et de la surexploitation des ressources naturelles. Le FIDA a donc mis au point une stratégie relative aux investissements qu'il réalise dans ces pays (FIDA, 2014a), stratégie dont l'une des trois priorités consiste à promouvoir une pêche artisanale durable, y compris l'élevage de poissons riches en nutriments en aquaculture et en mariculture, et à renforcer la filière poisson. Ainsi, le Projet de développement de la mariculture, mené aux Maldives, visait à promouvoir le développement de la filière poisson, y compris d'un secteur maricole axé sur l'exportation, ainsi qu'à renforcer les infrastructures de pêche et les capacités du Ministère des pêches et des ressources marines. Le FIDA fait la promotion de modèles aquacoles durables qui offrent aux ruraux pauvres et aux jeunes des possibilités d'emploi ou de création d'entreprise et qui sont fondés sur le principe de précaution et une approche écosystémique intégrée. Ce type de modèles repose sur l'élevage de poissons, de mollusques et de crustacés ainsi que sur l'algoculture. L'éducation aux enjeux environnementaux ainsi que les mesures d'incitation ou de dissuasion prises au niveau local contribuent également à réconcilier sécurité alimentaire et durabilité environnementale.

Dans les PEID, le FIDA s'efforce également de promouvoir les poissons les plus nutritifs. Les investissements consentis dans la pêche ne concernent généralement pas les petits poissons riches en nutriments, qui ont une grande valeur en ce qu'ils sont une source de nourriture et de subsistance pour les pêcheurs artisanaux et qu'ils contribuent grandement à la sécurité nutritionnelle des ménages plus pauvres ne vivant pas de la pêche, qui ne peuvent pas se permettre d'acheter de plus gros poissons, plus chers. Le FIDA encourage ainsi les pêcheurs à cibler les petites espèces pélagiques afin de réduire la pression sur les stocks de poisson surexploités et d'atténuer les risques, puisque les plus petites espèces se reproduisent plus rapidement et plus tôt dans leur vie et que les stocks se reconstituent beaucoup plus vite. Dans les petites exploitations aquacoles, le fait d'élever des poissons riches en micronutriments peut avoir des effets importants en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En raison de leur isolement, les PEID font face, tout au long de la chaîne de valeur, à des défis d'ordre physique que le FIDA les aide à relever, notamment en améliorant les infrastructures de transformation, de stockage et de vente de poissons. Le Fonds aide aussi les artisans pêcheurs de ces pays à obtenir des prix de vente plus élevés, par exemple en facilitant l'accès aux informations sur le marché et en renforçant leurs compétences de gestion. Il vise un juste milieu entre production marine durable et développement des filières et, à cette fin, organise des séances de formation dans des centres communautaires. Par ailleurs, il entend donner plus de moyens aux femmes et aux jeunes en favorisant leur intégration dans la filière. Enfin, il est conscient qu'il importe de promouvoir d'autres moyens d'existence et de réduire, à long terme, la dépendance de nombreux ruraux pauvres des deux sexes à l'égard de la pêche.

### **Obtenir des résultats dans le cadre des projets et au niveau institutionnel**

Les interventions appuyées par le FIDA visent à obtenir des résultats. Le Fonds a adopté une stratégie novatrice permettant d'évaluer les résultats non seulement au niveau des projets, mais aussi au niveau institutionnel. L'Initiative d'évaluation de l'impact repose sur un grand nombre d'évaluations de projets dans le cadre desquelles les résultats sont rigoureusement associés aux mesures correspondantes, le but étant de mesurer l'impact au niveau institutionnel. Il s'agit de déterminer si l'évolution de la situation des groupes cibles peut bien être attribuée aux projets de développement; pour cela, on ne se limite pas à comparer les zones dans lesquelles des projets ont été mis en œuvre et les autres, ou à mesurer les indicateurs avant et après les projets, mais on tient compte des autres facteurs pouvant avoir une influence, y compris le contexte économique, les catastrophes naturelles ou les conflits.

Parmi les projets évalués dans le cadre de cette initiative au titre de FIDA10, certains étaient principalement axés sur la pêche et l'aquaculture. C'était le cas du Projet de développement des communautés côtières, en Indonésie, de FishCORAL, aux Philippines, du Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale, à Sao Tomé-et-Principe, et d'autres projets comportant des interventions dans ce secteur dans le cadre d'une approche intégrée<sup>8</sup>. Une analyse approfondie de certains des résultats obtenus est proposée dans l'encadré 4. Il faut surtout retenir que les évaluations d'impact ne servent pas uniquement à éclairer la conception des futurs projets en Indonésie et dans la région, mais à alimenter l'évaluation des résultats au niveau de l'institution.

### **Résultats à l'échelle individuelle**

Les gens sont au cœur des interventions appuyées par le FIDA – il est donc fondamental de ne pas se limiter aux statistiques et de déterminer dans quelle mesure les femmes et les hommes concernés tirent avantage des résultats. S'il est important de travailler à la bonne échelle pour être sûr que chaque dollar dépensé contribue au développement, toute intervention doit, pour être porteuse de transformation, agir au niveau individuel. Suis-je capable de sortir ma famille de la pauvreté, et ce durablement? Comment puis-je manger mieux? Le fait d'être une femme, un jeune ou une personne âgée m'empêche-t-il de progresser? Comment puis-je faire face aux changements climatiques? Voilà quelques-unes des questions que se posent les bénéficiaires. Les récits ci-après montrent de quelle façon l'appui à la pêche et à l'aquaculture peut changer la vie des gens.

---

<sup>8</sup> Y compris le Projet d'appui aux filières agricoles (Sénégal) et le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques (Bangladesh).

#### Encadré 4. Moyens d'existence écologiquement et économiquement viables en Indonésie

**Titre du projet et date:** Projet de développement des communautés côtières, 2012-2017.

**Objectif du projet:** réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique soutenue et durable des populations actives pauvres des communautés côtières ou insulaires, au moyen de projets pouvant être reproduits.

Objectif de développement: faire progresser les revenus des ménages vivant de la pêche ou autres activités maritimes dans les communautés côtières ou insulaires pauvres.

**Principaux enjeux:** communautés côtières, pêche durable, écosystèmes marins, moyens d'existence durables.

**Financement:** FIDA (prêt et don), Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, Gouvernement indonésien et artisans pêcheurs.

Plus d'un demi-million de personnes (503 500) issues de communautés côtières ont bénéficié d'un appui en matière de moyens d'existence durables, conçu pour les aider à remédier aux effets des pratiques de pêche destructives et d'une mauvaise gestion aquacole et à renforcer leur résilience face aux phénomènes climatiques extrêmes – autant de problèmes entravant le développement durable des communautés côtières et insulaires indonésiennes. Dans le cadre du projet, des palétuviers ont été plantés, des zones de protection marine ont été créées et des opérations de ramassage des déchets ont été organisées par les locaux.

Les revenus des ménages ont augmenté de 132% et, sur les 1 609 groupes d'entreprises créés dans les domaines de la pêche de capture, de l'aquaculture, de la transformation, de la vente, de la protection environnementale et de l'écotourisme, 94% seraient économiquement viables (sachant que l'objectif était de 70%). Nombre de ces groupes d'entreprises sont liés au secteur de la pêche, qui fait vivre de nombreux locaux. Par ailleurs, 33 aires de gestion des ressources marines gérées par la collectivité ont été délimitées et officiellement créées, 180 groupes de gestion locale des ressources côtières se sont lancés dans l'écotourisme et 45 projets locaux d'écotourisme ont permis de faire progresser les revenus et de promouvoir des activités de conservation et de restauration de l'environnement (reboisement de la mangrove, ramassage des déchets et sensibilisation aux changements climatiques et aux répercussions des pratiques de pêche destructives). Par ailleurs, la mise au point de produits à base d'algues a contribué à la séquestration du carbone.

Le projet a eu d'importantes retombées sur la sécurité alimentaire en ce qu'il a favorisé une consommation accrue de poisson et fait progresser les revenus des bénéficiaires, ce qui leur a permis d'acheter d'autres aliments nutritifs et plus de poisson parmi ceux disponibles sur le marché. Il a aussi contribué à réduire les pertes après récolte. Le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale a reculé de 80% et, alors qu'en 2013 plus d'un tiers des ménages connaissaient au moins une période de soudure dans l'année, seuls 2,2% étaient concernés à la fin du projet, et la seconde période de soudure avait été complètement éliminée. Le projet a par ailleurs permis de réduire la charge de travail des femmes en améliorant l'accès aux infrastructures de base et aux services d'approvisionnement en eau et en énergie, favorisant ainsi leur autonomisation. Les groupes d'entreprises étaient constitués à 30% de femmes (à 90% pour les groupes d'épargne et à 86% pour les groupes de transformation de produits halieutiques).



©FIDA/Meala Tesfamichael

### **Zeinab Osman, 22 ans, dirigeante d'une coopérative de femmes et entrepreneuse.**

Zeinab est une jeune femme timide qui vit dans la région de la mer Rouge septentrionale, en Érythrée. Issue d'une famille de sept enfants, elle a quitté l'école à la fin de l'école primaire. Elle espérait alors trouver un travail pour aider sa famille, mais sa petite ville côtière n'offrait que peu de possibilités. Ne se laissant pas décourager, elle a décidé d'intégrer une coopérative de femmes qui avait été créée avec le soutien du Ministère des ressources maritimes et du FIDA. En amont, elle a suivi une formation d'un mois sur la réparation et la fabrication de filets de pêche.

Dans le cadre du programme, qui est également appuyé par le Fonds pour l'environnement mondial, une attention particulière est accordée à la santé des écosystèmes. Ainsi, après avoir été sensibilisées au rôle majeur joué par la mangrove dans leurs moyens d'existence, les coopératives participent au reboisement. Zeinab a trouvé sa place au sein de la coopérative de fabrication de filets de pêche, dont elle voit le potentiel de croissance à long terme et où elle aura la possibilité d'acquérir de précieuses compétences. Dans cette structure sociale, elle a aussi trouvé un espace de partage, ce qui lui a permis de prendre confiance en elle et de mûrir de nouvelles idées d'entreprise. La jeune femme a rapidement été désignée secrétaire de la coopérative, poste où elle a acquis des compétences en matière d'organisation et de gestion. La coopérative existe depuis peu, mais Zeinab envisage déjà de la développer grâce à un système de microcrédit, le but étant que les femmes aient accès aux actifs nécessaires pour se lancer dans des activités rentables. Zeinab a bénéficié du soutien de ses parents et elle espère que son exemple inspirera d'autres jeunes filles. *Programme de gestion des ressources halieutiques (FReMP), Érythrée.*



©FIDA/David Paqui

### **Michel Ntomo, 34 ans, exploitant aquacole.**

Né au Cameroun, dans une famille pauvre, Michel a abandonné ses études par manque de moyens financiers. Il a alors commencé à offrir ses services aux pisciculteurs, pour lesquels il concevait des bassins. En 2017, il a été sélectionné pour participer à un projet appuyé par le FIDA. Il a reçu un kit de démarrage, une formation et un soutien technique, notamment sous la forme de visites hebdomadaires de suivi, après quoi il a ouvert son propre élevage comprenant deux bassins. Grâce aux recettes tirées de ses premières récoltes, Michel a agrandi son entreprise, créant 8 bassins supplémentaires. Deux ans plus tard, il était propriétaire d'une petite exploitation aquacole qui emploie aujourd'hui deux personnes à temps plein ainsi que des vacataires.

L'élevage produit, chaque mois, près de 300 kilogrammes de poissons prêts à la vente. Michel cultive par ailleurs du soja, du maïs et des graines qui lui servent à nourrir ses poissons et à diminuer ses coûts, comme il lui avait été conseillé dans le cadre du projet. Celui-ci a contribué à résoudre des différends relatifs à l'utilisation de cette ressource précieuse qu'est l'eau et à mettre en place un système permettant d'en faire un usage multiple et d'éviter le gaspillage. Grâce aux revenus qu'il tire de son activité, soit environ 500 000 francs CFA par mois, Michel est maintenant indépendant. Les femmes qui achètent son poisson pour le revendre sur les marchés locaux bénéficient d'une offre régulière et de bons prix. Michel peut maintenant subvenir aux besoins de sa famille et envoyer de l'argent à sa mère, qui s'en sert pour régler les factures d'hôpital lorsqu'elle est malade. Désormais, sa famille, qui mangeait parfois du poisson surgelé, ne consomme plus que du poisson frais, et Michel peut se permettre d'acheter de la viande, des œufs et d'autres aliments nutritifs plus souvent. Toutefois, Michel n'entend pas s'arrêter là. Il compte s'agrandir et créer plus d'emplois. *Don du FIDA: Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA), Cameroun.*

### **Palani Arumugam, 52 ans, pêcheur.**

Marié et père de trois enfants, Palani pêche des crevettes dans le lac, et non pas dans la mer, selon une méthode traditionnelle appelée *padu*, qui consiste à diviser le lac en zones (ici, huit) dans lesquelles il n'est possible de pêcher la crevette que cinq jours par semaine. Le reste du temps, Palani pratique la pêche aux lignes. Selon cette méthode, deux filets sont utilisés, le premier en périphérie et le second, plus petit, à l'intérieur, ce qui permet aux crevettes d'aller dans le filet central. L'accès aux marchés est ce qui a le plus changé pour Palani. Alors que, jusque-là, le pêcheur acceptait un prix fixe déterminé par un intermédiaire, il vend aujourd'hui ses crevettes à la criée à une entreprise de commercialisation de produits de la mer mise en place dans le cadre du programme. Les crustacés, qu'il vendait alors 150 INR par kilogramme, lui rapportent aujourd'hui environ le double.

Dans le cadre du programme, les pêcheurs ont été formés à la question du financement et de l'épargne, le but étant de les aider à se désendetter. L'entreprise de commercialisation de produits de la mer encourage Palani à gérer ses revenus prudemment. Il ne se dispute plus au sujet des dépenses du foyer avec sa femme, qui dispose maintenant de son propre budget. Grâce à l'assurance innovante et abordable qui a été négociée dans le cadre du programme et qu'il a contractée pour couvrir les avoirs de sa famille, Palani ne s'en fait plus tant au sujet du mauvais temps. Au lieu de vivre au jour le jour, il peut envisager d'offrir une bonne scolarité à ses enfants. *Programme post-tsunami de promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés côtières du Tamil Nadu, Inde.*



©FIDA/Rahul Antao

### **Userne Herminio, 42 ans, pêcheur et entrepreneur.**

Userne vit à Zalala (Mozambique). Il est à la tête d'une famille de 11 enfants, y compris les enfants de son frère, qu'il a recueillis après le décès de celui-ci. Userne pêche depuis qu'il est écolier, mais c'est seulement après avoir participé à un projet appuyé par le FIDA et dans le cadre duquel il a pu acheter un bateau plus solide, reçu un kit composé de filets et d'engins de pêche et été formé aux bonnes pratiques qu'il a réussi à faire progresser ses revenus. Avec ces revenus supplémentaires, il a acheté un terrain et y a construit une maison pour ses enfants.

Il a également le sentiment d'avoir amélioré l'état nutritionnel de sa famille après avoir participé à des activités de renforcement des capacités en la matière avec sa femme, qui a par ailleurs adhéré à un groupe sur la nutrition. Userne explique qu'il a changé sa façon de conserver et de cuisiner le poisson de façon à en préserver les qualités nutritionnelles. Alors qu'avant la famille se nourrissait de farine de manioc, elle achète maintenant du riz, du poulet et du bœuf. Les poissons qu'ils élèvent dans des réservoirs les aident à s'en sortir quand la mer est trop agitée. Userne est par ailleurs plus conscient des enjeux environnementaux, et il transmet à ses collègues pêcheurs ce qu'il a appris au sujet de la conservation des espèces et de la protection de l'environnement. Il explique qu'une campagne d'information entre pêcheurs a été mise en place. Userne prévoit d'agrandir son entreprise et a demandé davantage d'installations d'entreposage frigorifique. De temps en temps, il peut même employer quelques jeunes. *Projet d'appui au développement de la pêche artisanale (ProPESCA), Mozambique.*



©FIDA/Flora Sonkin

### **Sawati Silimani, 30 ans, pêcheuse, formatrice et poissonnière.**

Mariée et mère de quatre enfants, Sawati a rejoint un groupe d'épargne à assise communautaire facilité par le FIDA. Elle explique avoir reçu deux bateaux, qui lui ont permis de s'émanciper vis-à-vis de son mari et de créer sa propre entreprise de pêche. Lorsque le temps est mauvais, sa famille peut toujours manger les petits poissons qu'elle a fait sécher, car le projet lui a permis d'apprendre de meilleures techniques de transformation. Grâce au groupe d'épargne et aux revenus supplémentaires qu'elle tire de ses bateaux, Sawati est devenue plus indépendante. Elle affirme en souriant que, parfois, son mari travaille pour elle sur ses bateaux, bousculant ainsi les rôles traditionnellement attribués à chaque sexe. Par ailleurs, elle emploie 10 jeunes. *ProPESCA, Mozambique.*



©FIDA/Flora Sonkin



©FIDA/Viviane Ramalho

### **Maria de Fátima Mota Barbosa, 58 ans, pêcheuse.**

Maria de Fátima est la présidente de l'association de pêcheurs de Camalaú, dans l'État rural du Paraíba, dans le nord-est du Brésil. Elle a mis au point une technique qui a permis de considérablement renforcer les moyens d'existence de sa famille, dont tous les membres vivent de l'aquaculture, ainsi que d'autres personnes. Alors qu'avant Maria de Fátima jetait les *trahira*, poissons contenant de nombreuses arêtes et ayant donc peu de valeur, elle les transforme maintenant selon une technique mise au point avec d'autres femmes locales, qui lui permet de les vendre bien plus cher. Le *trahira* ainsi transformé se vend maintenant en filets, dont le succès commence à s'étendre même au-delà de la région, pour 40 BRL par kilogramme, contre seulement 6 BRL pour le poisson non transformé. Encouragées par ces résultats, Maria de Fátima et ses compagnes se sont lancées dans les hamburgers, les soupes et même le pâté. "Le poisson, c'est ma vie... mais cette idée de valorisation du *trahira* nous a permis d'élargir nos possibilités de génération de revenus." *Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó, Brésil.*

### **Études de cas**

Les pages suivantes contiennent une petite sélection d'interventions mises en œuvre au Brésil, au Cameroun, à Djibouti, en Érythrée et en Inde, soit dans chacune des cinq divisions régionales, avec l'appui du FIDA. Ces projets sont un exemple de l'engagement bien plus large du Fonds dans le secteur.

Ainsi, dans le cadre du projet *Mujeres de la Amazonía cultivan pez nativo para su seguridad alimentaria y comercialización*, mis en œuvre par la Fundación Centro Lianas, le FIDA a versé un don qui a permis à des groupes autochtones d'Équateur de promouvoir l'élevage de *cachama*, espèce endémique de poisson ayant une forte capacité d'adaptation et dont les coûts de production sont faibles. Les communautés *kitchwa* ont été encouragées à construire des bassins pour élever des *cachama* et, afin de renforcer leurs capacités, des activités de formation, des démonstrations et des échanges ont été organisés et des supports pédagogiques (concernant par exemple la construction des bassins, les techniques de production et la gestion des ressources naturelles) ont été distribués. En plus d'avoir contribué à la restauration d'une espèce de poisson amazonienne et à la conservation des écosystèmes grâce à l'application de méthodes respectueuses de l'environnement, le projet a amélioré la sécurité alimentaire des populations locales en permettant aux familles d'avoir un apport suffisant en protéines. Par ailleurs, il a permis aux femmes de produire un excédent et de vendre 30% de leur production sur les marchés locaux, faisant ainsi progresser leur accès aux capitaux et leur pouvoir de décision dans la communauté. Toujours en Équateur, un prêt accordé par le FIDA a appuyé la mise en place de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte, reliés à des bassins dans lesquels l'eau peut être conservée jusqu'à deux semaines et qui font également office d'alevinières. Les truites, les carpes et les tilapias débarrassent l'eau des insectes, puis sont vendus sur le marché avec les légumes. Le Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir montre que l'aquaculture offre la possibilité de compléter les moyens d'existence et d'améliorer la nutrition dans la région ou ailleurs.

Les projets dont sont issues les études de cas ci-après comportent un volet axé sur la pêche et l'aquaculture dans divers contextes, comme indiqué dans le tableau 2. Dans certains cas, d'autres questions comme la nutrition et les jeunes ont été intégrées aux projets, le FIDA ayant réaffirmé son engagement à ce sujet. Dans les projets mis en œuvre au Cameroun et en Érythrée, la pêche et l'aquaculture constituent le principal angle d'attaque du FIDA, tandis que, dans ceux exécutés au Brésil, à Djibouti et en Inde, l'appui à ce secteur fait partie d'une méthode intégrée de promotion de moyens d'existence durables.

Si ces études de cas ne suffisent pas à illustrer toute l'étendue des interventions appuyées par le FIDA, elles donnent un aperçu des avantages considérables que le secteur comporte pour les femmes et les hommes pauvres ainsi que pour l'environnement, dont ces derniers tirent leur subsistance.

**Tableau 2. Principaux thèmes abordés dans les études de cas**

	<b>Brésil</b> Aquaculture et pêche fluviale artisanale	<b>Cameroun</b> Aquaculture	<b>Djibouti</b> Pêche artisanale en mer	<b>Érythrée</b> Pêche artisanale en mer et aquaculture en eau douce	<b>Inde</b> Pêche artisanale en mer
Production alimentaire	✓	✓	✓	✓	✓
Nutrition	✓	✓	✓	✓	✓
Génération de revenus	✓	✓	✓	✓	✓
Qualité de vie des communautés de pêcheurs		✓	✓	✓	✓
Savoirs et technologies	✓	✓	✓	✓	✓
Services financiers		✓	✓	✓	✓
Réduction de la migration des jeunes	✓	✓	✓	✓	✓
Autonomisation des femmes	✓	✓	✓	✓	✓
Politiques et institutions			✓		✓
Échanges au niveau national et exportations		✓	✓	✓	
Habitats			✓		✓
Résilience face aux changements climatiques et aux chocs		✓	✓	✓	✓



©FIDA/Ednilson Barbosa

## Brésil: faire progresser la nutrition et les résultats économiques

### Données principales

Titre du projet	Projet de promotion des entreprises rurales pour les petits producteurs (Dom Távora)
Date	2012-2019
Public cible	Communautés de pêcheurs artisanaux et producteurs pratiquant l'aquaculture en eau douce, y compris des femmes
Financement	Coût total de 37 818 183 USD, financé par le FIDA, le Gouvernement brésilien et les bénéficiaires
Objectifs du projet	Faire reculer la pauvreté rurale en appliquant des plans d'activité dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture

### Enjeux pour le développement

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture est un secteur important au Brésil, et le pays s'est doté d'un plan ambitieux visant à faire progresser la production halieutique en vue de répondre à la demande nationale, qui croît rapidement, et à la demande internationale. Le Brésil possède de nombreuses sources d'eau douce, y compris des fleuves, estuaires, marais, barrages et réservoirs répartis sur l'ensemble de son territoire, et 8 400 kilomètres de littoral, ce qui représente un potentiel immense pour la pêche et l'aquaculture. La pêche artisanale est particulièrement importante le long du São Francisco, qui est le plus long fleuve brésilien courant d'un bout à l'autre sur le territoire national. Les populations de poissons y sont abondantes puisque plus de 200 espèces habitent





ces écosystèmes vivant au rythme des crues et des décrues<sup>9</sup> et les lagons régulièrement submergés. La pêche occupe une grande place dans la vie économique, mais aussi culturelle. Depuis toujours, le fleuve assure la subsistance de milliers de familles qui dépendent de ses ressources. Si la pêche est généralement dominée par les hommes, les femmes prennent part à certaines activités connexes, en particulier la transformation et la vente du poisson. Les pêcheurs possédant leurs bateaux et engins ont souvent des revenus nets plus élevés que ceux travaillant pour des intermédiaires; l'organisation et les modalités de vente ont aussi une influence. Toutefois, la diversité des espèces et les stocks de poisson dans le fleuve tendent à diminuer. Il est donc nécessaire de renforcer les pratiques de gestion des pêches afin de garantir la bonne conservation des ressources et la sécurité des moyens d'existence.

Si l'aquaculture commerciale à grande échelle n'a commencé que récemment, la production augmente rapidement depuis le milieu des années 1990, et le Brésil est désormais le second producteur de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. En 2017, le pays a ainsi produit 595 000 tonnes de poisson (FAO, 2019). L'aquaculture a débuté avec des espèces introduites (crevette, tilapia ou encore carpe), avant de se tourner progressivement vers les espèces endémiques. Aujourd'hui, l'accent est mis sur le marché national. La pisciculture en eau douce est la forme prédominante et représente près de 80% de la production nationale, suivie par la crevetticulture. Plusieurs facteurs ont contribué à cette forte croissance: investissements importants dans les éclosiers, production massive d'alevins de meilleure qualité génétique, introduction de paniers d'élevage, mise au point d'une nourriture de meilleure qualité et utilisation de réservoirs plus grands. À cela s'est ajouté le fait que le marché brésilien était prêt à absorber des produits de la mer à valeur ajoutée.

9 Ces écosystèmes sont enrichis par les crues.

Les producteurs artisanaux désirant se lancer dans la pêche et l'aquaculture font face à plusieurs grands défis:

- i) Coût de la nourriture: il est nécessaire d'améliorer la productivité et de faire baisser le coût de la nourriture pour rendre l'aquaculture plus rentable.
- ii) Stocks non durables: les prises effectuées dans les eaux intérieures diminuent sous le coup de plusieurs facteurs, dont le recours accru à des filets à petites mailles, la baisse du niveau de l'eau et l'augmentation de la salinité dans l'estuaire, ce qui rend nécessaire l'introduction de meilleures pratiques de gestion visant à limiter les risques de surexploitation.
- iii) Manque d'organisation: les pêcheurs et aquaculteurs artisanaux ne se sont pas regroupés au sein d'associations, mais tendent à fonctionner chacun de leur côté. Pourtant, le fait de se constituer en organisations permet d'avoir un plus fort pouvoir de négociation et d'obtenir de meilleurs prix, mais aussi de favoriser un accès plus abordable à des infrastructures commerciales de qualité, de sorte à réduire les pertes après récolte.

### **Mesures prises dans le cadre du projet**

Dans le cadre du projet Dom Távora, le FIDA aide huit artisans pêcheurs et six associations d'aquaculteurs (soit 516 ménages ou environ 2 580 personnes) à tirer de la pêche et de l'aquaculture artisanales des moyens d'existence durables. Sur ces 516 ménages, 233 familles appartiennent à des associations dont la direction est assurée par des femmes qui constituent l'intégralité ou la majorité des membres. Le projet finance des plans d'activité économiquement viables, afin de faire progresser la productivité de la pêche artisanale, de la pisciculture et de la crevetticulture et d'améliorer l'accès au marché par l'intermédiaire de ces associations. Les activités de pêche visées ont lieu dans le cours inférieur du fleuve, tandis que l'aquaculture est pratiquée aussi bien dans le fleuve que dans des bassins.

S'agissant de la pêche, le projet consiste à fournir aux artisans pêcheurs les ressources dont ils ont besoin pour renforcer leur activité et augmenter leur production et, parfois, les équipements nécessaires à la conservation et à la transformation du poisson. Par l'intermédiaire des associations, les artisans pêcheurs obtiennent de nouveaux bateaux, des moteurs, des engins de pêche et des kits de sûreté maritime. En tout, 101 bateaux ou engins ont été fournis à plus de 200 familles de pêcheurs, chaque bateau étant partagé par deux familles. Parmi les bénéficiaires, on compte 54 femmes.

Les interventions liées à l'aquaculture concernent plus de 185 ménages, qui élèvent des poissons ou des crevettes, pour certains dans des paniers placés dans le fleuve São Francisco, pour d'autres dans des bassins piscicoles se trouvant à terre. Des paniers ou des bassins et des intrants (alevins et nourriture) sont ainsi fournis aux producteurs de façon à démarrer le premier cycle de production, le but étant que les aquaculteurs réinvestissent par la suite, créant un cycle de production continu et rentable. Des séances de formation et de vulgarisation sont par ailleurs organisées afin de renforcer les capacités en matière de production aquacole.

## Résultats

- Augmentation des revenus: les artisans pêcheurs comptent capturer et vendre une centaine de kilogrammes de poisson par mois en moyenne (contre 25 à 30 kilogrammes avant le projet) pour 12 BRL le kilo, soit 1 200 BRL par mois. Les charges récurrentes associées à la pêche artisanale sont basses et concernent principalement le remplacement ou la réparation des filets et l'entretien des bateaux, ce qui fait que cette activité est particulièrement rentable. Les revenus tirés de la pêche artisanale sont supérieurs au revenu minimum légal, de 900 BRL par mois.
- Amélioration de la nutrition des ménages: chaque mois, les familles participantes mettent en moyenne 25 kilogrammes de poissons issus de la pêche artisanale de côté pour leur consommation propre, ce qui contribue ainsi à améliorer la nutrition dans la région, sachant que les possibilités de consommer des protéines animales y sont autrement limitées. Les poissons d'élevage sont généralement vendus, et les recettes qui en sont tirées servent à acheter d'autres choses – une sensibilisation aux enjeux nutritionnels peut donc encourager les familles à utiliser une partie de cet argent pour acheter des denrées très nutritives. Il est également possible d'élever plusieurs espèces dans les bassins piscicoles: il s'agit de polyculture. Les producteurs gardent alors les espèces ayant une valeur marchande moindre pour leur consommation et vendent les autres au marché. Le tilapia, le tambaqui et d'autres espèces sont déjà élevés en bassins; il faut donc s'appuyer sur ce modèle pour répondre à la fois à la demande du marché et aux besoins nutritionnels des ménages.
- Pratiques de pêche plus durables: dans le cadre du projet, une grande attention a été portée à la promotion de bonnes pratiques de pêche. Ainsi, tous les filets fournis ont des mailles de 50 millimètres pour éviter la capture de poissons immatures, comme c'est le cas avec ceux de 20 millimètres habituellement utilisés par les autres pêcheurs de la zone. En outre, les entreprises aquacoles doivent obtenir un permis auprès de l'agence environnementale de l'État. Toutefois, des mesures plus complètes doivent être prises, notamment s'agissant de la gestion des stocks de poisson, pour remédier au problème de la durabilité.
- Viabilité technique des activités d'aquaculture: les paniers sont bien conçus, les stocks suffisants et les poissons sains. Le rendement est d'environ 550 kilogrammes par panier et par an, soit environ 3 805 BRL. Les charges récurrentes étant estimées à environ 2 580 BRL par panier et par an, l'activité est de toute évidence rentable et devrait rester économiquement viable après la clôture du projet. Chaque ménage possède en moyenne trois paniers, ce qui représente un bénéfice net de 3 675 BRL par ménage et par an. Les paniers sont relativement petits et il y a suffisamment d'espace pour d'éventuels agrandissements, sans risque significatif pour l'environnement. Il est possible de jouer sur d'autres facteurs pour faire progresser les bénéfices, y compris de diminuer le coût de la nourriture, d'élaborer des aliments à partir d'ingrédients locaux, d'adopter des méthodes d'alimentation plus efficaces, de stocker de plus gros alevins et d'améliorer les stratégies de vente. S'agissant des systèmes d'aquaculture en bassins, les producteurs peuvent intégrer la production piscicole aux autres dispositifs (agriculture et élevage).
- Expérience formatrice pour le FIDA, qui intervient dans un nouveau secteur dans le pays: fort des connaissances qu'il a acquises et des partenariats qu'il a créés avec les organismes publics, les prestataires de services et les marchés, le FIDA est bien placé pour continuer d'aider les petits exploitants de ce secteur à faire progresser leurs revenus et leur état nutritionnel et à tenir compte des enjeux environnementaux.



©FIDA/Soma Chakrabarti

## Cameroun: offrir un avenir aux jeunes grâce à l'aquaculture

### Données principales

---

Titre du projet	Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA) <sup>10</sup>
Date	2016-2019
Public cible	300 petits producteurs, soit un total de 1 500 bénéficiaires indirects, dont 30% de femmes et 50% de jeunes
Financement	Coût total de 1 million d'USD, financé par un don du FIDA

### Enjeux pour le développement

Au Cameroun, la demande nationale en poisson explose, mais le secteur halieutique peine à y répondre. En 2013, quelque 154 000 tonnes de poisson étaient produites par an, et le pays devait en importer plus de 190 000 (FAO, 2017). La production de la pêche artisanale n'évolue pratiquement pas depuis 2008 du fait de l'encadrement technique insuffisant des artisans pêcheurs, du manque d'équipement technique et de personnel qualifié, et de l'accès limité des pêcheurs au financement, qui ne leur permet pas d'acquérir des équipements performants. Il est nécessaire de promouvoir l'investissement du secteur privé et la promotion de petites entreprises aquacoles et de lever les contraintes institutionnelles et techniques. Le taux de chômage des jeunes, qui s'élevait à 17,6% en 2017, est préoccupant<sup>11</sup>. De même, la question de la nutrition reste problématique et on estime que seulement 20% des enfants mangent correctement<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> PPEA: Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole." instead of "PPEA: Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Aquacole.

<sup>11</sup> Source: page d'ILOSTAT consacrée au Cameroun (consultée en mai 2019).

<sup>12</sup> Source: <https://www.unicef.org/cameroon/english/nutrition.html>.



### Mesures prises dans le cadre du projet

Le Projet de promotion de l'entrepreneuriat aquacole (PPEA) a été approuvé en 2016. Premier projet du FIDA en matière d'aquaculture dans le pays, il a permis de tirer des résultats et des enseignements qui ont abouti à l'élaboration d'un nouveau projet d'investissement dans le secteur, actuellement en réserve. Si le Plan de développement durable de l'aquaculture au Cameroun, adopté en 2009, envisage une augmentation de plus de 50% de la production de l'aquaculture en eau douce, de façon à couvrir 5% de la demande locale, cet instrument n'est toujours pas appliqué. En réponse à une demande du Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales, le FIDA apporte un appui technique et financier à plusieurs initiatives privées individuelles et collectives menées à titre d'essai dans le domaine de la pisciculture, le but étant d'apprécier leur contribution à la satisfaction de la demande locale et à la création d'emplois (en particulier pour les jeunes) dans les zones rurales et périurbaines. On peut considérer qu'il s'agit d'amorcer la mise en œuvre du plan à titre pilote. Alors que les projets antérieurs étaient surtout axés sur la production, le PPEA va appuyer la promotion d'entreprises dans les différents maillons de la filière (intrants, production, aliments, commercialisation).

De jeunes ruraux ayant manifesté leur intérêt pour l'aquaculture en tant que stratégie pour sortir de la pauvreté ont reçu des kits de démarrage et une formation technique approfondie, y compris un appui continu, en fonction de l'activité qu'ils avaient choisie. Ainsi, certains ont décidé de monter une alevinière tandis que d'autres ont choisi d'élever ces alevins jusqu'à obtenir des poissons adultes pour les revendre ensuite. Le projet joue un rôle important de facilitation entre les différents acteurs de la filière.

Par rapport aux projets antérieurs menés dans ce secteur, l'innovation majeure du PPEA consiste en l'introduction d'une approche de création d'entreprise par incubation, selon la stratégie qui est désormais adoptée pour les projets du programme du FIDA au Cameroun.

Originaire de Mbalmayo (Cameroun), Thérèse a 27 ans et est ingénieure en sciences halieutiques. Après avoir obtenu son diplôme, elle a souhaité se spécialiser dans l'alevinage. Grâce à la formation, à l'assistance technique et à l'appui au démarrage fournis dans le cadre du PPEA, soutenu par le FIDA, elle a pu créer son entreprise. Aujourd'hui, elle possède une petite exploitation qui produit entre 10 000 et 15 000 alevins par mois et lui assure des revenus mensuels pouvant aller jusqu'à 300 000 francs CFA (soit environ 500 USD). Elle peut ainsi offrir un emploi à son frère et payer la scolarité de sa sœur, et envisage d'élargir son activité et d'employer plus de monde.

©FIDA/David Paqui



## Résultats

- Un peu plus de 300 petites entreprises aquacoles ont été créées, dont la moitié sont dirigées par des jeunes et un peu plus d'un tiers par des femmes. L'objectif qui avait été fixé au titre du projet pilote a donc été atteint. Si les bénéficiaires se sont lancés dans diverses activités de la filière, la plupart ont choisi d'élever des poissons. Plus de 1 000 bassins ont été créés.
- Les capacités en matière de production et de valorisation ont été renforcées, et une campagne visant à promouvoir les bienfaits nutritionnels du poisson frais a été lancée à l'intérieur des terres. Des manuels sur la gestion de la production et l'administration des entreprises ont été élaborés et distribués aux entrepreneurs.
- Des partenariats ont été établis avec le secteur privé de façon à garantir que les aliments utilisés sont de bonne qualité et disponibles en quantité suffisante, ce facteur étant essentiel à la réussite de l'entreprise. Parallèlement, en vue de diminuer le coût des intrants, des efforts sont faits pour privilégier les aliments produits localement et limiter les importations coûteuses.
- Le recours à des systèmes fermés et surélevés a permis d'améliorer la gestion de l'eau, et des techniques simples ont été adoptées pour prévenir l'érosion des sols.
- Les bénéfices ont progressé de 15% en moyenne, voire, pour certains, bien davantage, comme en témoigne l'exemple de Michel Ntomo, donné en introduction.



©FIDA/Franco Mattioli

## Djibouti: nouer des partenariats pour promouvoir des pratiques de pêche durables

### Données principales

---

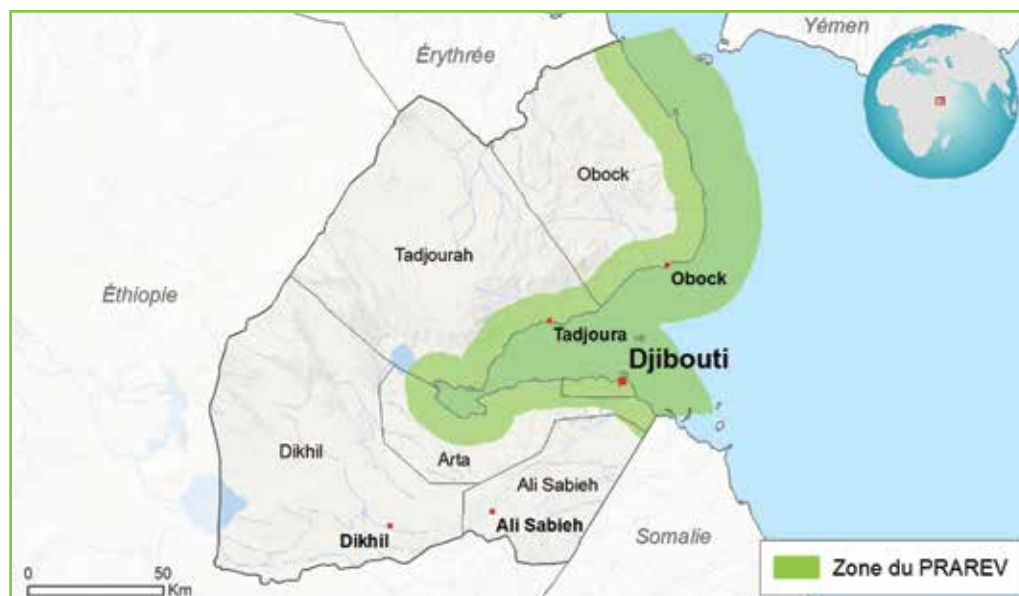
Titre du projet	Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtière (PRAREV) <sup>13</sup>
Date	2015-2020
Public cible	Communautés côtières et pêcheurs, en particulier les femmes et les jeunes
Financement	Coût total de 13 339 443 USD, financé par le FIDA, y compris le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), les institutions financières nationales, le Gouvernement djiboutien et les bénéficiaires
Objectifs du projet	Aider les communautés côtières touchées par les changements climatiques à renforcer leur résilience, à réduire leur vulnérabilité et à gérer durablement les ressources côtières

### Enjeux pour le développement

La côte djiboutienne, qui s'étend sur plus de 350 kilomètres le long de la mer Rouge, se caractérise par des écosystèmes présentant une riche biodiversité, tels que des mangroves, des récifs coralliens et des prairies sous-marines. Cependant, les choses sont en train de changer. Une étude approfondie a montré que les écosystèmes, en particulier les mangroves et les récifs coralliens, étaient fortement

---

13 PRAREV: Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtière.



perturbés sur de vastes portions du littoral. D'autres portions sont menacées par des inondations et des intrusions salines. Les changements climatiques ont des effets sur la température de l'eau et les courants océaniques, ce qui a des répercussions négatives sur les ressources halieutiques. En effet, du fait de l'augmentation de la température, les poissons migrent plus au large et les pêcheurs n'ont ni l'équipement ni les compétences leur permettant de continuer à gagner leur vie dans ce secteur. Les écosystèmes et les habitats côtiers, comme les récifs coralliens et les mangroves, qui revêtent une importance vitale pour les stocks de poisson, sont considérablement dégradés. Et cela n'est pas tout: l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les tempêtes et les inondations, endommagent les infrastructures littorales, y compris les installations de production, de conservation et de valorisation. L'érosion extrême des côtes est également préoccupante (Appelquist et Balstrøm, 2014).

La malnutrition ayant été recensée parmi les problèmes, l'accessibilité et la qualité de la nourriture consommée ainsi que la diversité du régime alimentaire ont été examinées dans le cadre de l'étude de référence. Pour ce faire, on a comptabilisé les groupes d'aliments consommés au cours des sept jours précédant l'étude et le nombre de jours pendant lesquels tel ou tel groupe avait été consommé. Les résultats ont montré que les régimes alimentaires n'étaient pas assez variés: pendant la période visée, les familles avaient principalement consommé des céréales et peu d'aliments issus d'autres groupes, comme des légumes ou des protéines animales. Les ménages de la région de Tadjourah étaient les moins bien lotis, les familles mangeant correctement y étant plus rares.

Les femmes sont d'importants acteurs de la filière pêche: elles sont responsables de 80% des ventes de poisson et appuient la production en accordant de petits prêts aux pêcheurs qui, en retour, leur fournissent du poisson.

### **Mesures prises dans le cadre du projet**

Le Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtière a pour objectif de promouvoir des moyens d'existence adaptés au contexte climatique et de faire progresser les revenus des populations côtières en renforçant les coopératives, et d'améliorer les prises sans nuire à l'environnement ni compromettre la durabilité des stocks à long terme. L'appui à la filière poisson doit s'accompagner de mesures de gestion des zones côtières. Le directeur du programme, qui est également responsable des pêches dans le ministère compétent, apporte de précieuses compétences techniques à ce sujet. Une aide est fournie aux populations vulnérables qui sont tributaires de ces ressources côtières dégradées sous la forme d'infrastructures résistantes aux phénomènes climatiques,



y compris d'équipements de pêche. L'approvisionnement en eau douce est renforcé et du matériel fonctionnant à l'énergie renouvelable, des fabriques de glace et des glaciers et autres contenants isothermes sont fournis pour améliorer la conservation des produits de la mer et protéger la filière halieutique, qui est touchée par les changements climatiques. Des campagnes d'information sont régulièrement mises en place pour sensibiliser les pêcheurs aux pratiques responsables et les mettre en garde contre les graves conséquences de la surexploitation.

Dans le cadre du programme, des efforts sont faits pour promouvoir la prise en compte des changements climatiques dans le cadre réglementaire national, y compris sous la forme d'un appui technique visant à actualiser les politiques relatives au Code national des pêches, le but étant d'assurer une durabilité à long terme. Un appui institutionnel est par ailleurs fourni à la Direction des pêches. La collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, à savoir la FAO, le FIDA et le PAM, constitue un aspect novateur du programme. Les interventions de ces organismes favorisent l'adoption de pratiques de pêche viables visant à garantir la disponibilité des ressources marines, la résilience des activités face aux changements climatiques et la bonne gestion des ressources naturelles.

Le programme contribue à améliorer la disponibilité de poisson, eu égard à ses qualités nutritives, à faire progresser les revenus de sorte que les gens puissent acheter des aliments de meilleure qualité plus régulièrement et à autonomiser les femmes grâce aux recettes tirées de la vente de poisson. Ainsi, des crédits sont accordés aux pêcheurs pour leur permettre d'acheter des bateaux de pêche à faible impact afin d'atteindre les stocks halieutiques, et aux poissonnières pour les aider à acheter des chariots triporteurs réfrigérés. Grâce à ces mesures, les populations locales ont plus facilement accès à du poisson et la demande augmente. Afin d'améliorer encore les résultats du programme sur le plan nutritionnel, les activités de renforcement des capacités intègrent un volet nutrition, le but étant que les femmes qui vendent du poisson aient conscience de l'importance d'en consommer et d'en faire consommer à leur famille régulièrement, dans le cadre d'un régime alimentaire sain.

Par ailleurs, les femmes sont au centre des préoccupations: i) une attention particulière est accordée à l'approvisionnement en eau potable; ii) un appui est apporté aux organisations de vente de poisson tenues par des femmes et aux activités génératrices de revenus spécifiquement destinées aux femmes; iii) des activités sont menées à bien au titre d'un partenariat avec le ministère en charge de la promotion des femmes.

## Résultats

- Le programme vise à renforcer la résilience de quelque 29 000 personnes face aux changements climatiques. Dans ce cadre, les capacités de 13 organisations rurales intervenant à différentes étapes de la filière poisson ont été renforcées.
- Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation ont été menées à l'intention des ménages au sujet des méthodes optimales de conservation des produits de la mer et des mesures d'hygiène à prendre au moment de préparer et de consommer ces produits, et un appui a été fourni concernant la réparation et l'achat de matériel réfrigérant. Toutes ces activités ont eu des retombées positives sur le plan nutritionnel dans la zone visée.
- Des infrastructures de pêche comprenant un marché ainsi que des installations de transformation et de stockage sont actuellement construites à Tadjourah et à Obock.
- Le programme a permis de collecter un grand nombre de données factuelles, notamment au moyen d'une étude de référence menée par la FAO sur le secteur halieutique djiboutien, d'études sur l'état des récifs coralliens et des mangroves, menées en vue de la restauration de la mangrove de Godoria, et d'études sur la disponibilité et la qualité des ressources halieutiques. Toutes ces données ont été transmises aux ministères compétents afin d'orienter l'élaboration de politiques.
- Le tout premier (et unique) laboratoire de biologie marine de Djibouti a été mis sur pied avec l'appui du programme. Il est maintenant prévu de créer des pépinières pour faire pousser différentes espèces de palétuviers, qui seront financées indépendamment du programme.
- L'objectif est de faire en sorte qu'une centaine d'hectares soient gérés selon des méthodes

adaptées au risque climatique et qu'au moins 2 500 ménages adoptent des pratiques respectueuses de l'environnement et résilientes face aux changements climatiques; l'accent mis sur les pratiques de pêche responsables et soutenables a favorisé une prise de conscience parmi la population locale, et les autorités pensent qu'il serait même possible de demander aux pêcheurs de contribuer, par de petits versements, à la restauration et à la protection de la mangrove, dont ils tirent leur subsistance.

- Du fait de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, une approche globale a pu être adoptée tout au long du programme. Le PAM propose des programmes "vivres contre travail" aux populations locales participant à la conservation de la mangrove. La collaboration avec la FAO porte sur la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation des ressources halieutiques et sur les mécanismes de cogestion des ressources naturelles. En promouvant des pratiques de pêche durables auprès de quelque 1 300 pêcheurs et en favorisant la disponibilité des ressources marines, les interventions menées dans le cadre du partenariat entre les trois organismes ont également permis à environ 9 000 personnes vulnérables d'avoir un meilleur accès à des aliments plus nutritifs, plus sains et en quantité suffisante.



©FIDA/Meala Tesfamichael

# Érythrée: offrir plus de perspectives aux jeunes et aux femmes

## Données principales

---

Titre du projet	Programme de gestion des ressources halieutiques (FReMP)
Date	2017-2023
Public cible	87 500 bénéficiaires, y compris: des artisans pêcheurs; des petits exploitants (non pêcheurs, vivant principalement de l'agriculture de subsistance et du petit élevage) vivant à proximité des réservoirs cibles dans les zobas (régions) situées à l'intérieur des terres et intéressés par les activités économiques rattachées à la filière de la pêche continentale; des jeunes entrepreneurs (pêcheurs et autres) souhaitant créer des entreprises ou coopératives afin de répondre à la demande en produits de la mer et services connexes; des femmes, y compris des chefs de famille (les femmes représentent 30% des différents groupes cibles); des déplacés à l'intérieur de leur propre pays
Financement	Coût total de 37 708 000 USD, financé par le FIDA, le Gouvernement allemand, le Gouvernement érythréen et les petits exploitants
Objectifs du projet	Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, lutter contre la pauvreté rurale en faisant progresser les revenus, en améliorant la nutrition et en promouvant une gestion durable des ressources naturelles



## Enjeux pour le développement

Depuis l'indépendance, le Gouvernement érythréen s'efforce d'améliorer les conditions socioéconomiques de la population, mais continue de faire face à des obstacles. La population vit à 65% dans les zones rurales et est largement tributaire de la culture pluviale, de l'élevage et de la pêche, autant d'activités touchées par les périodes de sécheresse fréquentes et la dégradation de l'environnement. Le climat semi-aride de l'Érythrée nuit à la production agricole, ce qui a pour conséquence de limiter l'accès de la population, en particulier des plus pauvres, à une alimentation suffisante. En revanche, les eaux côtières sont riches en ressources halieutiques et de nombreuses espèces s'y côtoient. On estime que la pêche, pratiquée selon des méthodes durables, pourrait produire 80 000 à 100 000 tonnes par an, ce qui témoigne du fort potentiel du secteur (FAO, 2016a). Pour diverses raisons, dont le conflit, le pays n'exploiterait que 15% de ses ressources et, en comparaison avec la population des autres pays d'Afrique, les Érythréens ne consommeraient que peu de protéines issues du poisson. On considère que le développement durable du secteur pourrait permettre d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, mais aussi l'économie nationale (Breuil et Grima, 2014).

Les jeunes, qui représentent environ un tiers de la population, tendent à migrer vers les villes, ce qui est une source de préoccupation majeure. Les femmes, dont les activités socioéconomiques sont dictées par les traditions locales, sont le plus souvent reléguées à la maison, où elles s'occupent des soins. Toutefois, les choses sont en train de changer.

## Mesures prises dans le cadre du projet

L'appui apporté dans le cadre du FReMP vise à aider le Ministère des ressources maritimes à promouvoir l'exploitation durable des ressources halieutiques, de façon à renforcer les moyens d'existence des populations côtières tout en appliquant le principe de précaution. Les objectifs du programme sont les suivants: i) appuyer l'augmentation de la production halieutique tout en veillant à ce que celle-ci n'excède pas les niveaux préconisés; ii) appuyer le Ministère sur le plan du suivi et de l'application des dispositions; iii) actualiser les estimations officielles et ajuster les cibles si nécessaire; iv) investir dans la protection de l'écosystème, y compris au moyen d'activités de sensibilisation, de mobilisation et de formation au sujet du reboisement de la mangrove ainsi que de la conservation et de la protection des diverses sous-zones, dont Massawa, Dahlak et Hirgigo. Des sites adaptés à la plantation de palétuviers ont été recensés sur l'île de Dahlak, à Gonforor et à Hakamango.



Abdu est issu d'une famille de pêcheurs de l'île de Dissei. Il pêche depuis plus de 20 ans. Avec le moteur et les filets qu'il a pu obtenir grâce au microcrédit qui lui a été accordé en tant que membre de sa coopérative de pêcheurs, il peut maintenant faire au moins une dizaine de sorties en mer par an. Abdu n'envisage pas de faire autre chose: "Je serais perdu si quelqu'un voulait me faire travailler ailleurs." Il étudie la possibilité de se procurer un matériel plus avancé, comme un GPS, pour naviguer plus facilement, et des filets de meilleure qualité.

©FIDA/Meala Tesfamichael

Le programme vise aussi à combler les lacunes en matière maritime (bateaux de pêche et matériel inadaptés) afin d'aider les artisans pêcheurs et ceux pratiquant la pêche à pied de subsistance, en particulier les femmes et les jeunes. En dépit des investissements consentis par le Gouvernement autour des réservoirs, la population ne pratique pour ainsi dire pas la pêche continentale, car elle n'a pas conscience de la valeur nutritionnelle du poisson et n'a ni les compétences ni le matériel nécessaires – il ne s'agit tout simplement pas d'une activité traditionnelle. Le programme vise donc à informer, à renforcer les compétences et à permettre aux jeunes et aux femmes, en particulier, d'acheter le matériel nécessaire à la pêche, à la transformation et à la vente.

Il mise sur le potentiel de l'aquaculture, au moyen soit de paniers placés dans les réservoirs, soit de bassins utilisant l'eau des réservoirs. Plusieurs méthodes sont mises à l'essai pour déterminer les bonnes pratiques, puis ajustées afin de pouvoir être reproduites. Dans une optique environnementale, il est tenu compte de la vulnérabilité de la pêche continentale face à la détérioration des écosystèmes qui peut avoir lieu en amont des réservoirs. Le programme contribue ainsi à l'élaboration de plans



Amna et Fatna ont été formées à la fabrication et à la réparation de filets. Mère célibataire, Amna est devenue présidente d'une coopérative de femmes et a appris à planter des palétuviers. Âgée de 20 ans, Fatna rêve de subvenir seule à ses besoins. Elle envisage de compléter ses revenus en vendant des objets d'artisanat.

©FIDA/Meala Tesfamichael

de conservation visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques tout en faisant progresser la production de l'agriculture et de l'élevage. Il crée des possibilités d'emploi pour les jeunes des populations côtières ou intérieures, qui se regroupent pour former des microentreprises et des petites entreprises spécialisées dans le poisson et les produits de la mer. Des mesures sont prises pour favoriser la participation des femmes, surtout des chefs de famille, de façon à faire progresser leurs revenus grâce à la valorisation et à la vente du poisson ainsi qu'à la fabrication et à la réparation de filets. La priorité est donnée aux demandes d'appui financier et technique présentées par les coopératives comportant, parmi leurs membres, au moins 30% de femmes chefs de famille. Un plan d'action en faveur des femmes et des jeunes contribuera à donner suite aux engagements pris au titre des différentes composantes du programme. Les méthodes axées sur les ménages aideront à faire évoluer les rapports de force au sein du foyer et à favoriser un partage plus équitable des tâches et du pouvoir de décision. Les investissements dans des technologies réduisant les besoins en main-d'œuvre et adaptées à la situation climatique (séchoirs solaires, approvisionnement en eau, etc.) amélioreront aussi la situation des femmes.

### **Résultats**

- Quelque 5 000 jeunes sont visés par le projet, soit environ 30% des bénéficiaires. Les femmes représenteront également au moins 30% de la population cible.
- Des évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité associés à la pêche continentale et à la pêche maritime sont actuellement menées.
- On prévoit une augmentation des avoirs des ménages, des revenus annuels nets des artisans pêcheurs, transformateurs et poissonniers, ainsi que de la consommation de poisson. Le régime alimentaire des familles devrait aussi se diversifier.
- On s'attend également à une progression de la production halieutique nationale ainsi que de l'offre de poisson. Les coopératives de pêcheurs bénéficieront d'un appui sous la forme d'intrants adaptés afin d'augmenter la production dans un souci de durabilité.
- Une formation en nutrition est dispensée par l'intermédiaire des coopératives et des fonctionnaires du Ministère.



©FIDA/Susan Beccio

## Inde: récifs artificiels et innovation en matière d'assurance

### Données principales

Titre du projet	Programme post-tsunami de promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés côtières du Tamil Nadu
Date	2007-2020
Public cible	630 000 habitants de villages côtiers touchés par le tsunami, y compris: i) des pêcheurs utilisant des canots; ii) des travailleurs journaliers travaillant dans les secteurs halieutique et agricole; iii) des femmes pratiquant la vente et la transformation artisanale de poisson; iv) des petits exploitants marginaux; v) d'autres groupes marginalisés
Financement	Coût total de 113 451 986 USD, financé par le FIDA, des institutions financières nationales, les autorités nationales et locales et les bénéficiaires
Objectifs du projet	Favoriser l'autonomie des populations côtières, renforcer leur résilience face aux chocs et leur permettre de gérer durablement les ressources dont elles tirent leur subsistance

### Enjeux pour le développement

Le tsunami qui a secoué l'océan Indien le 26 décembre 2004 a provoqué d'incommensurables dégâts en Inde. L'État du Tamil Nadu est l'un de ceux qui ont été les plus durement touchés, et le secteur de la pêche a tout particulièrement souffert. De nombreux pêcheurs ont perdu leurs bateaux, leurs engins et, par conséquent, leur travail. En plus de subir des pertes directes à cause du tsunami, les ménages ont vu leurs moyens d'existence compromis. Les pêcheurs et les membres d'équipage les plus pauvres ont dû attendre que les communautés jugent que le Gouvernement avait bien réglé



les indemnités dues au titre des bateaux endommagés et que tous les bateaux soient réparés pour pouvoir sortir de nouveau en mer. Ces ménages avaient pour la plupart des moyens d'existence déjà précaires, même avant le tsunami. En effet, si les artisans pêcheurs subissaient la pression des gros chalutiers, les femmes qui transformaient le poisson de façon artisanale et le vendaient devaient quant à elles se limiter aux poissons de faible valeur, car elles ne disposaient ni du capital ni du savoir-faire nécessaires pour devenir plus efficaces et réduire les pertes liées à la transformation et au transport. D'autres groupes vulnérables, y compris les communautés tribales, ont été contraints de pêcher des poissons de faible valeur dans les bras morts de plus en plus pollués.

### Mesures prises dans le cadre du projet

Initialement conçu en vue de la remise en état après la catastrophe, le programme a été remanié et repose maintenant sur un ensemble complet d'interventions: gestion des zones côtières, instruments de financement du secteur rural et de transfert de risques, création d'emplois et acquisition de compétences, activités locales de renforcement de la sûreté maritime et gestion des catastrophes. L'un des objectifs du programme est de favoriser la création et l'exploitation, par des femmes et des hommes pauvres originaires de la région touchée par le tsunami, d'entreprises et de systèmes de gestion des ressources viables, avec l'aide de la collectivité et des institutions compétentes. Le dispositif de gestion des zones côtières porte notamment sur les ressources halieutiques, au sujet desquelles ont lieu des activités de sensibilisation, y compris des ateliers sur l'impact environnemental de la pêche, les pratiques de pêche sûres et la diversification des opérations de pêche au niveau des villages, des districts et des États.

L'utilisation de récifs artificiels est l'une des innovations mises en place par le projet. Le Département des pêches de l'État du Tamil Nadu considère que les récifs artificiels revêtent une importance vitale pour la conservation et la gestion des ressources halieutiques. Dans un document d'orientation de 2014/15, le Département explique que l'initiative menée par le Gouvernement consiste à protéger les habitats halieutiques en créant des récifs artificiels dans les eaux littorales, afin de conserver et de repeupler les stocks de poisson. L'idée est que ces récifs devraient contribuer à faire progresser la production en fournissant un abri aux organismes aquatiques et en faisant obstacle au chalutage de fond. La mise en place de tels récifs est prévue dans plusieurs conventions et accords internationaux, dont le Code de conduite pour une pêche responsable (FAO, 1995). En découlent plusieurs avantages environnementaux, dont la création de points chauds de la biodiversité et une diminution de la vitesse et de la force des vagues, ce qui permet de protéger le littoral des effets des tempêtes (ONU Environnement et al., 2017).





Le programme a aussi favorisé d'autres moyens d'existence que la pêche. Ainsi, Aiyisha et ses amies confectionnent des objets d'artisanat à partir de feuilles de palmier. Avant, elles empruntaient auprès de sources informelles qui appliquaient des taux d'intérêt avoisinant les 48% par an. Par ailleurs, elles devaient vendre leur poisson à des intermédiaires envers qui elles étaient souvent endettées. Avec l'aide fournie dans le cadre du programme, elles ont pu créer un groupe solidaire, baptisé Bishmi Palm Leaf, obtenir des crédits à un taux de 12% auprès d'institutions financières formelles, élaborer des plans d'activité et trouver des clients directs. Leurs dépenses ont ainsi chuté et leurs revenus ont considérablement augmenté, passant de 2 000 à 8 000 INR par mois. Les femmes sur la photographie de droite ont profité d'un appui similaire et ont elles aussi vu leurs revenus progresser.

Autre innovation, une assurance a été mise en place à l'intention des habitants des zones côtières les plus pauvres, qui font souvent face à des phénomènes météorologiques et autres chocs imprévisibles. Dans le cadre du programme, les populations côtières rurales ont donc pu souscrire à divers plans de microassurance: assurance de groupe, y compris destinée aux poissonnières, assurance santé élargie aux membres de la famille, assurance accident individuelle, assurance logement et assurance solde restant dû au titre des microcrédits octroyés aux poissonnières. Toutefois, il a fallu créer un produit novateur et abordable pour que les artisans pêcheurs puissent assurer leurs avoirs, sachant que les principaux risques encourus sont liés aux dégâts, y compris aux pertes, que les catastrophes naturelles, l'érosion du littoral, les accidents et les collisions par mauvais temps peuvent causer à leurs bateaux, leur matériel et leurs engins de pêche. De nombreux pêcheurs ont indiqué n'avoir reçu aucune compensation au titre des assurances relativement chères qu'ils avaient prises, ce qui les avait rendus réticents à ce sujet.

L'une des premières mesures du projet a consisté à mettre en place une coopérative de mutualisation des risques (nommée "P FARMS", pour PTSLP Fishing Asset Risk Mutual Society) liés aux actifs halieutiques, dont les membres fondateurs sont les fédérations de pêcheurs au niveau des districts. Cette coopérative collabore avec des compagnies d'assurance privées, de façon à rendre les produits d'assurance accessibles aux pêcheurs pauvres et les procédures de réclamation simples et rapides, ce que favorise par ailleurs le fait que les pêcheurs sont mieux informés de l'importance de l'épargne et des mesures de réduction des risques. Les risques liés aux catastrophes naturelles, aux émeutes et aux accidents sont ainsi couverts. Ce modèle novateur combine, d'une part, un dispositif de mutualisation des risques couvert par un fonds de gestion administré par P FARMS et alimenté par les cotisations des membres et, de l'autre, une assurance catastrophes naturelles commerciale. Ainsi, les membres comme Narendran (sur la photographie) reçoivent, en cas de dommages, une indemnisation financée par les contributions collectives, ce que les compagnies d'assurance ne sont pas en mesure de proposer pour une prime abordable.



©FIDA/Rahul Antao

## Résultats

- Dans le cadre du programme, 200 récifs artificiels ont été mis en place dans chacun des 12 sites recensés par le centre de recherche de Madras du Central Marine Fisheries Research Institute, qui en assure le suivi. Une étude préliminaire montre que ces mesures ont fait progresser la diversité des espèces de poisson et globalement contribué au repeuplement des stocks de ces zones. Par ailleurs, d'après le rapport d'étude, les récifs auraient permis d'accroître le potentiel de pêche de certains groupes, tels que les perches et les carangidés. Ces conclusions ont été confirmées par les pêcheurs, qui ont constaté une amélioration des prises dans les zones concernées. Les bénéficiaires directs sont les artisans pratiquant la pêche aux lignes, qui, depuis l'installation de ces récifs, ont enregistré une augmentation de près de 50% de leurs revenus et une baisse considérable de leur consommation de carburant à bateau. Les alevins se regroupent dans les récifs, dans lesquels le recrutement<sup>14</sup> de juvéniles est très élevé. Les récifs attirent aussi le vif, dont se servent les pêcheurs pour capturer, un peu plus au large, des poissons pélagiques à plus forte valeur. Les pêcheurs estiment que les zones de récif devraient être élargies aussi bien horizontalement pour couvrir une plus grande surface que verticalement, en y ajoutant des couches. Ces structures ont reçu un très bon accueil de la part des pêcheurs et du Département des pêches, et certains souhaitent vivement réitérer l'expérience ailleurs.
- Le Département des pêches de l'État du Tamil Nadu a affirmé vouloir élargir le dispositif d'assurance à l'ensemble des 35 000 petites embarcations que comporte la zone côtière de l'État. Au 31 mars 2018, soit quatre mois après le lancement de ce régime, 5 888 bateaux et moteurs étaient assurés, ce qui témoigne du succès rencontré. La prime d'assurance est plus faible que celle des autres plans disponibles, car elle tient compte de l'ancienneté de l'actif.
- En 2019, le laboratoire d'idées indien SKOCH Group, qui s'intéresse aux questions socioéconomiques, a décerné deux prix prestigieux au programme, au titre des travaux sur l'inclusion financière des artisans pêcheurs et des petits entrepreneurs des localités côtières.
- Par ailleurs, en 2017:
  - Plus de 8 800 groupes, soit environ 110 000 personnes (dont 95 000 femmes), bénéficiaient de services au titre du projet.
  - Dans les zones visées par le programme, 80% des ménages avaient des revenus mensuels moyens supérieurs à 6 000 INR, contre seulement 64% dans les autres zones.
  - La pêche et la vente de poisson constituaient le principal moyen d'existence de 32% des ménages des zones visées, contre 2% des ménages dans les autres zones – probablement en raison de l'appui de portée générale fourni au titre du programme.
  - Plus de 1 300 études et plans de gestion des ressources côtières avaient été élaborés.
  - Plus de 4 000 jeunes avaient bénéficié d'une formation professionnelle et, sur ce nombre, environ 1 600 avaient déjà trouvé un emploi.
  - Près de 9 000 écoliers avaient participé à des sorties pédagogiques au sujet des interventions en cas d'urgence et de la préparation aux catastrophes.

---

14 Le recrutement est le processus par lequel de jeunes individus (par exemple des poissons) intègrent la population adulte. Source: <http://reefresilience.org/fr/understanding-coral-reef-resilience/recruitment/>.



©FIDA/Ednilson Barbosa

## Enseignements tirés de l'expérience et poursuite de l'action du FIDA dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture

Une évaluation récente du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a mis en avant plusieurs enseignements importants dont le Fonds devra tenir compte dans ses futurs travaux en lien avec les ressources aquatiques:

- Il importe de faire appel à des spécialistes de la gestion des ressources aquatiques.
- Il convient de porter, sur le plan technique et sur celui de la gestion, une attention appropriée aux aspects spécifiques aux ressources aquatiques lorsque les composantes les concernant font partie de projets multisectoriels.
- Il convient d'appuyer l'élaboration de normes et de politiques nationales de gestion des ressources aquatiques.
- Un engagement à long terme du FIDA en faveur de ce secteur dans chaque pays est nécessaire pour parvenir à des résultats durables.
- Une analyse contextuelle appropriée – en particulier de la situation en amont et en aval – doit être menée en cas de proposition de développement de filières fondées sur les ressources aquatiques.
- Le suivi doit être efficace et reposer sur des indicateurs servant à mesurer les progrès sur le plan des moyens d'existence qui dépendent des ressources aquatiques.
- Il faut partager les informations relatives aux projets couronnés de succès.

Nouveaux bateaux de pêche artisanale fournis dans le cadre du projet Dom Távora, financé par le FIDA.

Dans le cadre de la même évaluation, des recommandations ont été faites pour renforcer encore la contribution du FIDA dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, afin de parvenir à une "transformation inclusive et durable du monde rural" (FIDA, 2016). Le Fonds a fait siennes ces recommandations, qui consistent principalement à:

- **Intensifier les interventions portant sur les ressources aquatiques**, en particulier dans les PEID, dans la plupart des États côtiers et dans ceux dotés de ressources suffisantes en eaux intérieures, en renforçant l'appui apporté aux principaux groupes cibles, y compris les femmes et les jeunes, qui participent à la filière. Dans ce cadre, il conviendrait d'informer les États au sujet de la capacité que le FIDA a d'appuyer le secteur de la pêche et de l'aquaculture et le développement des zones littorales.
- **Renforcer la collaboration**, en particulier avec les autres agences spécialisées des Nations Unies, les organes du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, les organisations et organes régionaux des pêches et les instituts nationaux de recherche sur la pêche et l'aquaculture, le but étant de tirer parti des compétences techniques de leurs bureaux de pays et de faire une utilisation stratégique des dons.
- **Trouver un équilibre entre les projets axés exclusivement sur les ressources aquatiques et ceux intégrant ces ressources dans une stratégie de diversification des moyens d'existence**, en s'attachant, dans tous les cas, à ce que ces aspects reçoivent l'attention voulue et ne soient pas occultés par les interventions concernant les ressources terrestres.
- **Tenir compte comme il se doit des questions de développement social**, y compris l'égalité femmes-hommes, l'inclusion des jeunes, le travail décent et les droits et obligations des bénéficiaires et des autres parties prenantes, sachant que le secteur est réputé être inégalitaire.
- **Intégrer systématiquement une volonté de durabilité environnementale et de résilience face aux changements climatiques** lorsque les interventions visant à diversifier les moyens d'existence des populations de pêcheurs sont transposées à plus grande échelle.

Dans sa dernière édition de *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, la FAO, qui est un partenaire clé du FIDA, a indiqué que, d'ici à 2030, la production totale de la pêche de capture et de l'aquaculture devrait atteindre 201 millions de tonnes, ce qui représente une hausse de 18% par rapport à la production actuelle, qui s'élève à 171 millions de tonnes. Selon le rapport, il va falloir, au vu de ces prévisions de croissance, continuer de renforcer les régimes de gestion des pêches, réduire les pertes et le gaspillage et lutter contre les problèmes tels que la pêche illégale, la pollution des milieux aquatiques et les changements climatiques. Le FIDA est prêt à aider les États membres à atteindre leurs objectifs prioritaires de développement national en fournissant un appui au secteur de la pêche et de l'aquaculture, en partenariat avec d'autres acteurs, et est déterminé à soutenir d'autres projets dans ce domaine.

# Annexe 1. Références et documents consultés

Les différentes études de cas s'appuient sur les documents de projet.

Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement, 2015, *Perspectives économiques en Afrique*.

Projet des grands écosystèmes marins d'Agulhas et de Somalie (projet ASCLME), 2012, *National Marine Ecosystem Diagnostic Analysis*.

Appelquist, L.R., et Balstrøm, T., 2014, *Application of the Coastal Hazard Wheel Methodology for Coastal Multi-hazard Assessment and Management in the State of Djibouti*.

Barange, M., Merino, G., Blanchard, J.L., Scholtens, J., Harle, J., Allison, E.H., Allen, J.I., Holt, J., et Jennings, S., 2014, *Impacts of climate change on marine ecosystem production in societies dependent on fisheries*.

Belton et Haraksingh Thilsted, 2018, *Fisheries in transition: Food and nutrition security implications for the global South*.

Breuil, C., et Grima, D., 2014, *Baseline Report – Eritrea*. Programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien.

Eriksen *et al.*, 2014, "Plastic Pollution in the World's Oceans: More Than 5 Trillion Pieces Weighing Over 250,000 Tons Afloat at Sea". *PLoS ONE*/journal.pone.0111913.

Erina, N., non daté, *How to fully engage youth in enhancing Fisheries and Aquaculture in Sub Saharan Africa*, National Fisheries Recourses Research Institute, Ouganda.

FAO, 2008, "Les implications du changement climatique pour les pêches et l'aquaculture", in *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2008*.

FAO, 1995, *Code de conduite pour une pêche responsable*.

FAO, 2015, *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*.

FAO, 2016, *Promoting gender equality and women's empowerment in fisheries and aquaculture*.

FAO, 2016a, *Country Programming Framework for the State of Eritrea, 2017 to 2021*.

FAO, 2017, *FAO annuelle. Statistiques des pêches et de l'aquaculture 2015*.

FAO, 2018a, *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2018. Atteindre les objectifs de développement durable*.

FAO, 2018b, *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture. Synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*.

FAO, 2019, *FAO annuelle. Statistiques des pêches et de l'aquaculture 2017*.

Haroun, R., Herrero Barrencia, A., et Abreu, A.D., 2018, *Mangrove Habitats in São Tomé and Príncipe (Gulf of Guinea, Africa): Conservation and Management Status*.

FIDA, 2014, *Directives pour intégrer la question du changement climatique et prévoir des mesures d'adaptation dans la conception des projets intéressant la pêche et l'aquaculture*.

FIDA, 2014a, *IFAD's Approach in Small Island Developing States. A global response to island voices for food security*.

FIDA, 2015, *Note pratique: pêche, aquaculture et changement climatique, Guide des mesures d'adaptation et d'atténuation*.




FIDA, 2015a, *How to Do Integrated Homestead Food Production (IHFP), Food Security and Nutrition*.

- FIDA, 2015b, *Avantage de l'atténuation: Maximiser les avantages connexes d'investir dans des initiatives d'adaptation des petits exploitants agricoles.*
- FIDA, 2016, Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, Favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural.
- FIDA, 2017, Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.
- FIDA, 2018, *Developing Nutrition-Sensitive Value Chains in Indonesia. Findings from IFAD research for development.*
- FIDA, 2018a, Appui du FIDA aux moyens d'existence liés aux ressources aquatiques de la pêche artisanale, de la petite aquaculture et des zones côtières, Synthèse d'évaluations, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.
- FIDA, 2018b, *Chaînes de valeur et enjeu nutritionnel: Guide pour la conception de projets, volumes I et II.*
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007, *Changements climatiques 2007, Rapport de synthèse – Contribution des groupes de travail I, II et III au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.*
- Jambeck, J.R., *et al.*, 2015, "Plastic Waste Inputs from Land into the Ocean", in *Science* 347 768-771.
- Salm, R.V., 1983, *Coral Reefs of the Western Indian Ocean: A Threatened Heritage.*
- ONU Environnement, DHI Centre on Water and Environment, Centre-Réseau des technologies climatiques et Partenariat Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)-DTU, 2017, *Climate Change Adaptation Technologies for Water: A Practitioner's Guide to Adaptation Technologies for Increased Water Sector Resilience.*
- PNUE et Alliance genre et eau, 2019, *Gender Mainstreaming in the Management of the Marine and Coastal Ecosystems.*





Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

-  [facebook.com/ifad](https://facebook.com/ifad)
-  [instagram.com/ifadnews](https://instagram.com/ifadnews)
-  [linkedin.com/company/ifad](https://linkedin.com/company/ifad)
-  [twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)
-  [youtube.com/user/ifadTV](https://youtube.com/user/ifadTV)

Mars 2020

